



FACILITÉ D'APPUI AUX INVESTISSEMENTS AGRICOLES BEN 10 022 11



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



CTB BÉNIN
PROGRAMME AGRICULTURE

rapport final

Table des matières

	1
TABLE DES MATIERES	1
ACRONYMES	3
FICHE D'INTERVENTION	4
APPRECIATION GENERALE	5
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	6
PARTIE 1.	6
RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	6
1 YOUR TEXT HERE	6
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	7
1.1 CONTEXTE	7
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
2 RESULTATS ATTEINTS	10
2.1 MATRICE DE MONITORING	10
2.1.1 Progrès des indicateurs de l'Outcome	11
2.1.2 Progrès des indicateurs du résultat 1	13
2.1.3 Progrès des indicateurs du résultat 2	14
2.1.4 Progrès des indicateurs du résultat 3	16
2.1.5 Progrès des indicateurs du résultat 4	18
2.1.6 Progrès des indicateurs du résultat 5	18
2.1.7 Progrès des indicateurs du résultat 6	20
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	21
2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?	21
2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?	21
2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?	22
2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?	38
2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?	39
2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs	40
2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention	40
2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?	42
3 DURABILITE	44
3.1 QUELLE EST LA VIABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES RESULTATS DE L'INTERVENTION ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	44
3.2 QUEL EST LE DEGRE D'APPROPRIATION DE L'INTERVENTION PAR LES GROUPES CIBLE ET PERDURERA-T-ELLE AU TERME DE L'ASSISTANCE EXTERNE ? QUELS SONT LES RISQUES POTENTIELS ? QUELLES SONT LES MESURES PRISES ?	45
4 APPRENTISSAGE	46
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	46
4.2 RECOMMANDATIONS	48
PARTIE 2.	49
SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)	49
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)	50

5	SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	50
6	DEPENSES	51
7	TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION	56
8	PERSONNEL DE L'INTERVENTION	57
9	MARCHES PUBLICS	58
10	ACCORDS D'EXECUTION	61
11	EQUIPEMENTS	66
11.1	EQUIPEMENTS ACQUIS SUR REGIE	66
11.2	EQUIPEMENTS ACQUIS SUR COGESTION	69
12	CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF	70
13	CADRE LOGIQUE ADAPTE	72
14	MATRICE DE MONITORING COMPLETE	76
14.1	MATRICE DU PLAN DE SUIVI-EVALUATION	76
14.1.1	Outcome	76
14.2	OPERATIONNALISATION ANNUELLE DES CIBLES D'INDICATEURS	78
14.2.1	Output 1:	78
14.2.2	Output 2:	80
14.2.3	Output 3:	82
14.2.4	Output 5:	84
14.2.5	Output 6:	86
15	OUTILS ET PRODUITS	87

Acronymes

ABSSA	Agence Béninoise de la Sécurité Sanitaire des Aliments
AD	Atacora – Donga
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
AT	Assistant Technique
CA	Conseil d'Administration
CARDER	Centre Agricole Régional de Développement Rural
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CCRB	Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
CRA	Comité Régional d'Approbaton
CRM	Cadre Régional des Maraichers de Mono Couffo
CRR	Cadre Régional des Riziculteurs de Mono Couffo
CTB	Agence Belge de Développement
CVPA	Coopérative Villageoise de Producteurs d'Anacarde
CVPR	Coopérative Villageoise de Producteurs de Riz
DIO	Diagnostic Institutionnel et organisationnel
DET	Diagnostic Economique Territorial
DRC	Direction de la Réglementation et du Contrôle
FAFA/AD	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans l'Atacora–Donga
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FECECAM	Fédération des Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole et Mutuel
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FoDeFI	Fonds de Développement des Filières
FOREVA	Fonds Régional de Vulgarisation Agricole
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – Agence allemande de coopération internationale
IMF	Institution de Micro Finance
INRAB	Institut National de Recherche Agricole du Bénin
IF	Inspection Forestière
IMF	Institution de Micro Finance
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MiP	Micro-projet
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PDC	Plan de Développement Communal
PPP	Partenariat Public Privé
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
R/UFR/AD	Responsable de l'Unité Fonctionnelle Régional du programme Agriculture
SE	Suivi-Evaluation
UCCPR	Union Communale des Coopératives des Producteurs de Riz
UFR/AD	Unité Fonctionnelle Régionale du Programme Agriculture de l'AD
URCooPMa	Union Régionale des Coopératives des Producteurs Maraichers
URCPA	Union Régionale des Coopératives des Producteurs d'Anacarde
URCPR	Union Régionale des Coopératives des Producteurs de Riz

Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles dans les Départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga
Code de l'intervention	BEN 10 022 11
Localisation	UFR/MC : Départements de Mono, Couffo, UFR/AD : Départements de l'Atacora et Donga UAC : Cotonou
Budget total	11 millions d'euros
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
Date de début de la Convention spécifique	22 juillet 2011
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Octobre 2011
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2016
Date de fin de la Convention spécifique	22 juin 2017
Groupes cibles	Les opérateurs privés actifs dans les filières riz, maraichage et anacarde, les collectivités territoriales, les partenaires techniques publics et privés.
Objectif général (Impact)	Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural.
Objectif spécifique (Outcome)	Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, Couffo, de l'Atacora et de la Donga.
Résultats (Outputs)¹	<p>La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris.</p> <p>Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières agricoles.</p> <p>Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention.</p> <p><i>Un mécanisme de financement du secteur agricole performant et adapté aux besoins du groupe cible est fonctionnel et intégré dans un contexte institutionnel béninois privé et/ou public².</i></p> <p>Les producteurs agricoles améliorent de façon durable leur organisation /structuration et accèdent à des meilleurs services de leurs organisations.</p> <p>La compétitivité et l'accès des productions aux marchés est assuré grâce à la promotion des filières agricoles</p>
Année couverte par le rapport	2011-2016

¹ Adapté selon les décisions de la SMCL de 24 Juillet à Lokossa.

² Ce résultat a été transféré à la convention spécifique AIMAEP II en octobre 2014

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
	<p>La Facilité d'appui aux investissements agricoles (FAIA) a été conçue conformément le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA). Il s'agit plus précisément de l'objectif d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga au travers du développement des filières agricoles, riz, maraichage et anacarde.</p> <p>La FAIA a financé 97 investissements structurants agricoles dans 25 communes des deux régions d'intervention. Les communes ont été appuyé dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage et les CARDER ont été appuyé dans leur rôle d'appui conseil technique aux communes. Les exploitants des Investissements structurants agricoles ont reçu des appuis en ingénierie social leur permettant de négocier des contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien avec les communes.</p> <p>La FAIA a appuyé techniquement la Commission National de Finances Locales (CONAFIL) dans son mandat de pilotage du FADEC affecté pour l'agriculture et financé les investissements structurants agricoles communaux (IC). Les mécanismes transitoires du FADEC affecté agriculture ont été élaboré à cet effet. Les mécanismes transitoires ont été rendu définitifs en février 2015 suite à la capitalisation des expériences des deux régions. Toutes les six régions utilisent actuellement les manuel FADEC-Agriculture pour l'indentification des investissements communaux. L'Etat a mis depuis 2016 à disposition des ressources financières consistantes pour le financement des investissements communaux dans toutes les Communes et la mise en place des comités de validation a été réalisée. Grâce à l'intervention de la FAIA un cadre de concertation intersectoriel entre les ministères de l'Agriculture comme celui de la Décentralisation a été mise en place. Le FADEC Affecté Agriculture est le seul Fonds Affecté qui est fonctionnel au Bénin.</p> <p>La FAIA a permis le financement 53 micro-projets dans le Mono Couffo d'une subvention de 304.684.238 FCFA et 05 projets d'entrepreneuriat privé (PEA) pour un montant de 81.819.233 complétés par les crédits bancaires de 125.340.438 FCFA. Dans l'Atacora Donga également 5 PEA ont été financé par une subvention de 158.933.045 FCFA complété par des crédits d'une valeur de 36.586.465.</p> <p>100% du budget global de la FAIA a été exécuté.</p>
Notez votre appréciation générale de l'intervention ³ :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ⁴ :
Satisfaisant	Satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale ⁵	Fonctionnaire exécution CTB ⁶

³ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

⁴ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

⁵ Nom et signature

⁶ Nom et signature



PARTIE 1.

***RESULTATS ATTEINTS ET
ENSEIGNEMENTS TIRES***

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

Durant la phase d'exécution de l'intervention, trois (03) éléments de contexte ont eu une influence sur l'atteinte des résultats et nécessité des ajustements dans la mise en œuvre. Il s'agit de :

- Au niveau national, le contexte général a été marqué par la tenue de plusieurs élections (présidentielle, législative communale et locale). Cela a quelque peu perturbé les activités en termes de disponibilité et changement du personnel des partenaires.
- La FAIA a connu plusieurs adaptations de cadre logique, budgets et beaucoup des changements au niveau de ses ressources humaines.
 - Tout d'abord pour permettre une continuité des acquis et résultats de la convention spécifique de la Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements du Mono-Couffo (FAFA-MC) il a été décidé par la SMCL de juillet 2013 d'ajouter 2 résultats concernant l'appui aux Organisations Professionnelles à ceux de la FAIA. Le cadre logique de la FAIA passait alors à six (06) résultats ;
 - Suite à la mission d'évaluation à mi-parcours de la FAIA, la SMCL d'octobre 2014 a proposé de transférer le quatrième résultat d'appui aux mécanismes de financement à l'AIMAEP II.
 - Ensuite il a été décidé de recentrer le Cadre logique et les indicateurs de la FAIA à des résultats plus tangibles et réalistes.
 - La même période a été marqué par le départ des deux responsables du projet, de l'assistant technique de suivi évaluation et du responsable administratif et financier et de 3 assistants techniques. Les nouveaux recrutements ont été réalisés dans le but d'incorporer la FAIA dans le nouveau programme d'appui au développement des filières agricoles (PROFI).
- En février 2015, la SMCL a décidé de prolonger le délai d'exécution de la CS FAIA de 3 mois à fin d'harmoniser la fin des Conventions Spécifiques (CS) de FAFA-AD et FAIA et faciliter un transfert fluide vers le nouveau programme PROFIL en démarrage.
- Au plan institutionnel, le contexte n'a pas fondamentalement changé. La FAIA a constitué avec les deux FAFA (AD et MC) et le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (AIMAEP I) les projets de la CTB d'appui au secteur agricole au Bénin à travers le développement des filières agricoles. L'ancrage de FAIA au niveau du MAEP a permis une bonne implication des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) soutenues par les (Centre d'Action régional pour le Développement Rural) CARDER du MAEP. La FAIA a connu une forte implication de la Commission Nationale de Financement Local (CONAFIL) qui a contribué à l'appropriation des résultats par les Communes.

Les modalités d'exécution de la convention spécifique FAIA sont la régie et la cogestion. Les activités de cogestion relèvent des procédures béninoises. Elles sont gérées à travers des contrats de financement des (micro)projets et des investissements communaux. Les activités de régie relèvent des procédures belges. Elles concernent principalement les dépenses liées au fonctionnement de la Facilité.

Quatre réaménagements budgétaires ont été approuvés par les SMCL durant l'intervention qui ont résulté d'un transfert de 2 286 77,42 FCFA de cogestion en régie.

Date	Régie (EUR)	Cogestion (EUR)
Juillet 2013	(26.719)	26.719
Juillet 2015	(57.484,22)	57.484,22
Mars 2016	137.208	(137.208)
Juillet 2016	175,672,64	(175,672,64)
Solde	2 286 77,42	(2 286 77,42)

Le budget initial de 11.000.000 EUR, soit 7.215.527.000,00 XOF n'a pas été changé. Le budget est exécuté à 100%

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention



Au vu du diagnostic et de l'analyse du contexte, les orientations stratégiques pour la mise en œuvre, la FAIA a évolué d'une approche projet (avec ses propres ressources financiers, humaines et unités de gestion) vers un programme agriculture unique intégrant les méthodes, résultats et ressources dans deux volets du programme agriculture (PROFI) : Le passage a été réalisé à travers plusieurs étapes clés afin de permettre une cohérence, synergie et continuité des acquis des interventions antérieures.

1. A la fermeture de la Fafa-MC, les deux résultats concernant l'appui aux Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) ont été ajoutés au cadre logique de la FAIA ;
2. L'harmonisation du Cadre logique FAIA avec celui de la Fafa-AD qui a résulté à un cadre logique unique pour les deux régions d'intervention de la FAIA ;
3. La constitution des équipes uniques sans distinction de leur appartenance à la convention Fafa ou FAIA avec une délégation des responsabilités de l'Unité de gestion de la FAIA au niveau national vers les Responsables des Fafa et FAIA de niveau régional ;
4. Le recentrage du cadre logique de la FAIA (approuvé en SMCL d'octobre 2014) suite à l'évaluation à mi-parcours en identifiant les résultats intermédiaires, les produits attendus et les indicateurs objectivement vérifiables. Les objectifs et résultats n'ont pas changé.
5. L'intégration du résultat sur l'appui aux mécanismes de financement de l'Etat dans l'intervention AIMAEP II ;
6. La formulation d'un programme agriculture (PROFI) avec deux volets toute en intégrant aussi l'AIMAEP II dans le volet d'appui institutionnel ;
7. Le changement de l'unité de gestion du projet FAIA en une Unité d'appui à la coordination du programme avec comme principe la mutualisation des ressources humaines et équipements entre les différents volets ;
8. La décision d'harmoniser la fin des deux conventions Fafa et FAIA en même moment et démarrage du programme agriculture PROFi (volet opérationnel) par la suite ;

En parallèle à ces changements organisationnels et de gestion, aussi en terme de contenu d'intervention, des stratégies ont été adaptées toute au long de la mise en œuvre.

En début d'intervention de la FAIA l'appui conseil aux communes a été orienté vers le renforcement des capacités de la maîtrise d'ouvrage communale, l'appui aux communes sur le génie rural et à leur accompagnement dans la gestion des finances locales. Tous les investissements mentionnés dans les Plans de Développement Communaux (PDC) ont été éligibles pour financement par la FAIA. Un mécanisme et fonds transitoire de développement agricole « FoTraDA » a été prévu pour leur réalisation.

Suite à l'intégration de la FAIA aux conventions Fafa/AIMAEP, et dans une logique de construction d'un programme agriculture PROFi fondé sur les principes d'alignement aux stratégies et mécanismes nationales, plusieurs décisions ont été prises.



1. En lieu et place de la mise en place du « FoTraDA », il a été décidé de s'aligner sur le Fonds d'Appui au Développement des Communs affectés à l'Agriculture « FADeC Agriculture », qui était en cours de construction sous le portage de la Commission Nationale d'Appui au

Financement Local (CONAFIL).

2. Au lieu de réaliser des mécanismes pour la gestion du « FoTraDa », des « mécanismes transitoires » ont été développés, testés et validés par la suite comme mécanismes définitifs du FADeC Agriculture ;
3. Les investissements communaux éligibles au fonds ont été par la suite limités aux investissements agricoles en lien direct avec les filières soutenues par les interventions FAFA (riz, maraichage et anacarde). Tirant leçon des expériences passées, l'accent a été mis sur la faisabilité économique des investissements agricoles éligibles. Dans le même ordre d'idée les appuis techniques sur les thèmes du génie rural et de la maîtrise d'ouvrage communale ont été renforcés. Les contrats des assistants techniques d'appui au financement local n'ont pas été renouvelés.
4. L'analyse en termes d'utilisation des investissements réalisés a mis en évidence des taux d'exploitation faibles. Des facteurs explicatifs de ces faibles taux d'exploitation, on peut retenir : (i) une faible implication des organisations de la base ; (ii) l'absence d'étude de faisabilité technique mais aussi financière ; (iii) une récurrence des problèmes fonciers ; l'absence de contrats d'exploitation et entretien entre les communes et utilisateurs ou leur manque de précision. Afin d'accompagner les exploitants et les communes dans une meilleure exploitation, gestion et entretien des investissements, des prestataires fournisseurs de services d'ingénierie social ont été recrutés et mis à la disposition des communes.
5. Les mécanismes transitoires implémentés dans les régions Atacora Donga et Mono Couffo, après deux ans de tests et d'adaptations ont été retenus au niveau national comme mécanismes définitifs du FADeC Agriculture. Afin de permettre une utilisation dans les autres régions du pays, le résultat 4 de la FAIA, qui concerne le renforcement des mécanismes de financement agricole a été transféré au niveau du volet institutionnel du programme agriculture, accompagné par l'Assistant technique national responsable pour le résultat.



2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

IMPACT : Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Sécurité alimentaire	Ménages en insécurité alimentaire ⁷ Atacora 63,8% Donga 37,5% Mono = 24.2% Couffo= 41.4%	Pas élaboré	Ménages en insécurité alimentaire Atacora = 48% Donga= 25% Mono=49% Couffo= 47% ⁸	Nous constatons une baisse des ménages en insécurité alimentaire dans les trois départements d'intervention et pour le Mono une augmentation. Il est cependant difficile de faire la comparaison vu le fait que les deux études ont été réalisées par différents structures et méthodes
Revenus des populations				
Atacora Donga	Anacarde : 606 989 Riz : 2 241 203 Maraîchage : 1 200 663	849 785 (40%) 3 137 684 (40%) 1 680 928 (40%)	2 479 778 (309%) 3 203 172 (43%) 1 259 959 (5%)	*La commercialisation des noix d'anacarde procure assez de revenu aux producteurs en raison du prix rémunérateur des noix ces dernières années *L'amélioration des revenus reste faible au niveau du maillon production, surtout dans la filière maraîchage en raison des difficultés de maîtrise d'eau pour l'irrigation et des attaques parasitaires fréquentes.
Mono Couffo	Riz : 510 534 Maraîchage : 1 428 414	714 748 (40%) 1 999 780 (40%)	1 628 582 (319%) 990 346 (-30%)	Ces données sont issues des projets MIP financés dans le cadre de la FAIA. La baisse de revenus dans la filière maraîchage est à mettre en lien avec les difficultés de mise en marché observés dans la filière pour la campagne 2015/2016 (difficultés d'accès au marché du Nigéria).

⁷ Source : INSAE, rapport suivi EMICOV, 2010.

⁸ Source Enquête AGVSA 2014

2.1.1 Progrès des indicateurs de l'Outcome

Progrès des indicateurs de l'Outcome Atacora Donga

Outcome : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) ou indirectement (services financiers / services non financiers) impliqués dans les filières riz, maraîchage et anacarde augmentent ⁹	Anacarde= 2 451	Anacarde= 1508 (-943)	Anacarde= 2 574 (+123)	La diminution observée est le résultat de la restructuration de l'union qui a permis de clarifier la situation des membres (309 groupements en 2010 à 84 coopératives villageoises en 2013). Les nouveaux critères d'adhésion et la réorientation des objectifs de l'union ont eu pour effet l'amélioration dans la qualité des membres.
	Riz= 3 219	Riz= 3 274 (+55)	Riz= 3 380 (+161)	La restructuration de l'union a fait baisser l'effectif des membres via les groupements de base (273 groupements en 2010 à 142 coopératives villageoises en 2013). Après la restructuration, il y a eu de nouvelles adhésions mais pas à la hauteur de la valeur cible en raison de la faible capacité de l'union à développer des services pouvant fédérer plus de membre.
	Maraîchage= 1 920	Maraîchage= 2 015 (+95)	Maraîchage= 2 016 (+96)	Dans le maraîchage par contre, la restructuration de l'union a fait augmenter l'effectif des membres via les groupements de base (86 groupements en 2011 à 103 coopératives villageoises en 2013). Après la restructuration, il y a eu de nouvelles adhésions mais à la hauteur de la valeur cible.
La valeur ajoutée des	Anacarde= 2 817 000 000	Anacarde= 2 817 000 000	2 957 850 000	Les valeurs de référence de l'indicateur proviennent des plans régionaux de développement des filières des filières riz,
	Riz= 4 335 285075	Riz= 4 335 285 075	4 552 049 329	

⁹ Il s'agit des membres des unions régionales des producteurs

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
filiales riz, maraichage et anacarde dans les régions d'intervention augmente (FCFA)	maraichage= 11 281 977 282	maraichage= 11 281 977 282	11 846 076 146	maraichage et anacarde. Ces plans n'ont pas pu être actualisés à ce jour pour nous permettre d'avoir les valeurs finales en 2015. Le processus d'actualisation de ces plans avait démarré en 2016 et a été par la suite suspendu en raison des réformes intervenues au niveau des CARDER.
	Chou=100 759 300	Chou=100 759 300	105 797 265	
	Oignon=16 351 254	Oignon=16 351 254	17 168 817	
	Piment=6 862 374 785	Piment=6 862 374 785	7 205 493 524	
	Pomme terre=25 085 954	Pomme terre=25 085 954	26 340 251	
	Tomate= 4 277 405 989	Tomate= 4 277 405 989	4 491 276 288	

Progrès des indicateurs de l'Outcome de Mono Couffo

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) impliqués dans les filiales riz et maraichage augmente	Riz= 3222	Riz= 1533	Riz= 3544	D'une manière générale, le riz local est toujours soumis à la concurrence du riz importé souvent plus compétitif en termes de qualité. En outre, les changements climatiques et leurs conséquences rendent de plus en plus aléatoire la production de riz dans la région (poches de sécheresse récurrentes). Face à ces difficultés, les producteurs ont tendance à se retirer (ne serait-ce que temporairement) de la filière, ce qui s'explique la baisse observée au niveau de leur effectif. Puisque les aménagements rizicoles se prêtent aussi bien à la production maraichères, nombreux sont les riziculteurs qui en se retirant, basculent dans l'autre filière afin de profiter de l'embellie y ambiante (cf. infra).
	Maraichage= 5406	Maraichage= 10744	Maraichage= 5947	L'évolution du nombre de maraichers est en nette augmentation, au-delà même des prévisions. Ces dernières années, sous l'effet de l'urbanisation, des changements d'habitudes alimentaires soutenus par l'éducation à la santé préventive, de l'augmentation du pouvoir d'achat, la part des légumes dans les rations alimentaires a tendance à augmenter. L'amélioration de l'organisation des acteurs appuyés par l'intervention a permis une meilleure planification de la production, la réduction des coûts de transaction et des pertes post récolte et in fine, une amélioration des marges bénéficiaires. En émettant des signaux positifs, ces différents facteurs ont attiré de plus en plus d'acteurs dans la filière maraichage.

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
La valeur ajoutée des filières riz, maraichage dans la région d'intervention augmente (FCFA)	Riz	Riz= 268 042 393	Riz= 695 601 761 FCFA	L'évolution de la valeur ajoutée a connu la même tendance que celle observée en termes de nombre d'acteurs impliqués sur la période.
	Maraichage (3 CVA)	Maraichage 60 285 000 FCFA	Maraichage 20 790 000 FCFA	

2.1.2 Progrès des indicateurs du résultat 1

Progrès des indicateurs du résultat 1 de l'Atacora Donga

Ouput N°1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaire
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	7%	11%	5%	L'implication des élus communaux des OPA dans le processus d'identification des IC orientés sur les filières explique l'amélioration du taux de satisfaction des acteurs directs des filières enquêtées. L'appui à la gestion des IC à travers le système d'ingénierie social explique aussi en partie ce niveau de satisfaction des acteurs.
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	6%	12%	11%	La perception des acteurs directs des filières par rapport aux services rendus par le CARDER AD s'est améliorée. Cela s'explique par les appuis conseils apportés aux promoteurs de microprojets à travers les suivis, les accompagnements dans le cadre de l'immatriculation et le fonctionnement des coopératives, les services apportés par rapport à l'approvisionnement en intrants (engrais et semence).
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	31%	34%	36%	les appuis conseils des SCDA aux Communes dans l'identification et la réalisation des projets d'investissements communaux ont contribué à améliorer le niveau de satisfaction des acteurs des Communes.

Progrès des indicateurs du résultat 1 de Mono Couffo

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaire
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	17,6%	37%	23%	Le taux de satisfaction des producteurs est passé de 23% en 2014 à 37% en 2015, soit une augmentation de 20%. Cette amélioration pourrait s'expliquer par la prise en compte par les communes. des recommandations faites en leur endroit lors des différentes rencontres avec les acteurs du secteur agricole (CTOS, CCAA, appui conseil du SIS)
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	-	-	-	Il n y a pas eu d'enquêtes portant sur ces aspects dans le MC
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	-	-	-	Il n y a pas eu d'enquêtes portant sur ces aspects dans le MC

2.1.3 Progrès des indicateurs du résultat 2

Progrès des indicateurs du résultat 2 de l'Atacora Donga

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	*Aménagement Hydro-Agricole : 100% *Boutiques de vente d'intrants : 67% (4/6) *Magasins de stockage : 88% (29/33) *Hangars de marchés : 50% (2/4) *Aires de séchage : 100% (2/2) *Marché à bétail : 100% (1/1) *Pistes /dalots : 100% (7/7)	80%	En moyenne 84% des infrastructures réalisées sont utilisées. Sur l'ensemble, quatre magasin ne sont pas mis en exploitation parce qu'ils venaient d'être achevés. Le processus de leur mise en valeur est en cours avec l'appui du cabinet SIS.
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5%	0	33	37	Il s'agit des emplois créés au niveau des magasins, boutiques et hangars (gardiennage, gestionnaire).

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
par an				
Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5%	0	490 780 FCFA	854 700 FCFA	La mise en exploitation des IC 2013 est récente. Dans le même ordre d'idée, la signature des contrats d'exploitation est récente pour la majorité des cas. Le revenu généré aux Communes à fin 2016 est chiffré à 490 780 FCFA. (inclus les IC réalisés par le PAMRAD)
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	313 020 FCFA	9 100 000 FCFA	Fin 2016, 31 contrats de gestion ont été signés sur 56 prévus soit un taux de 55% entre les communes et les exploitants avec l'appui du prestataire SIS. La gestion des ouvrages à travers les contrats signés a généré 313 020 FCFA aux délégataires à fin 2016. (inclus les IC réalisés par le PAMRAD)
Le nombre d'usagers annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	-	1418 dont 516 femmes	387 (+10%)	Le nombre d'utilisateur est élevé au niveau des magasins ils sont en général exploités par des coopératives.

Progrès des indicateurs du résultat 2 de Mono Couffo

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	72%	80%	72% (23) des 32 ouvrages sont utilisés ; Les investissements d'aménagement hydro-agricole (AHA) et de retenue d'eau présentent un taux d'utilisation faible (31%) contre 69 % des infrastructure marchandes
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an	0	6 (gardiens d'infrastructures)	100	Le chiffres de création d'emploi autre que des gardiens des infrastructures ne sont pas disponibles. (absences des cahiers de recettes dépenses)
Le volume de recettes propres	0	ND	6.000.000	Un grand nombre des AHA ne sont pas (encore) exploitées et/ou

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
généérées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5% (FCFA)				n'ont pas des contrats signés avec les communes. La quasi-totalité des communes ne récupèrent pas des redevances. Par contre pour les boutiques/hangars, le constat est que cela rapporte entre 120.000 et 300.000 Fcfa par an par boutique aux communes.
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	ND	75 000 000	Les occupants des boutiques et hangars ont déclaré d'avoir amélioré leurs revenus. Il en est de même pour le site d'AHA de Comé ou les femmes déclarent que les recettes les permettent de faire face à l'entretien de la famille et à la scolarisation des enfants ; La plupart d'exploitants ne tiennent pas de cahier de recettes/dépenses.
Le nombre d'usagers annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	0	533	425	Le nombre d'usagers total est de 533 dont 379 femmes

2.1.4 Progrès des indicateurs du résultat 3

Progrès des indicateurs du résultat 3 de l'Atacora Donga

Output 3: Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	commentaires
80% des PEA financés procurent des bénéfices supplémentaires aux promoteurs ;	61%	(4/5) 80%	80%	Sur les 5 promoteurs PEA, 4 sont opérationnel (SOUROU BAYAYE, OGYA DEVELOPPEMENT, S2ID et CEPI DEVELOPPEMENT) et ont augmenté leurs chiffres d'affaires avec 90 125 857 FCFA après une année de mise en œuvre. Ils ont pu créer 35 emplois permanents dont 10 femmes (soit 29% de femmes) et 80 emplois occasionnels dont 70 femmes (soit 87,5% de femmes); Le cinquième PEA (URCPA) n'a pas pu démarrer en 2016 en raison de la spécificité des équipements nécessaires pour l'installation de l'usine de transformation des noix d'anacarde.

Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé dans le cadre du Programme Agriculture augmentent à 20% chaque année	86 780 098 FCFA	158.933.045 FCFA	179 947 211 FCFA	La valeur cible n'a pas été atteinte compte tenu du coût des projets soumis par les promoteurs. Pour un plafond de financement de l'ordre 50 000 000 FCFA de subvention, 3 PEA soumis ont demandé en moyenne 25 millions. La contribution financière des promoteurs est de 53 422 560 FCFA et les crédits obtenus des IMF est de 36 586 465 FCFA
Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015	ND	93%	80%	L'évaluation de la satisfaction des promoteurs par rapport aux services des PSNF (GEL NORD et ERAD) a été réalisée au travers une enquête de satisfaction.

Progrès des indicateurs du résultat 3 de Mono Couffo

Output 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
80% des MIP et PEA financés procurent des bénéfices supplémentaires aux promoteurs	ND	53%	80%	Pour 53% des MIP financés, le bénéfice a augmenté au cours de la campagne.
Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé dans le cadre du Programme Agriculture augmentent de 20% chaque année	126 528 201 FCFA	329 903 023 FCFA	304 822 562 FCFA	L'accroissement observé est inhérent au financement des PEA
Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015		83%	80%	Il s'agit des résultats de l'enquête de satisfaction des PSNF



2.1.5 Progrès des indicateurs du résultat 4

L'Output N°4 « Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles », a été réverse à la Convention Spécifique du volet institutionnel de PROFI

2.1.6 Progrès des indicateurs du résultat 5¹⁰

Progrès des indicateurs du résultat 5 de Mono Couffo

	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
La satisfaction des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leur Unions augmente de 5% par an	CRM/MC 21%	55%	71%	La situation de référence tout comme la valeur actuelle de cet indicateur est obtenue suite à une enquête de satisfaction (à partir d'un outil commun aux 2 UFR). Le taux de satisfaction moyen pour les 03 faitières était de 52% en 2014. En 2015 il est de 55% en moyen pour les trois unions soit une augmentation moyenne de 3% contre une valeur cible de 5% attendue.
	CRR/MC 13%		38%	
	URP MC 47%		47%	
Le taux de sociétariat (% des membres en règle vis-à-vis de leurs coopératives par rapport au nombre total de membres) augmente de 5% chaque année	CRM MC 0%	17%	5%	Le nombre des membres qui sont en règle vis-à-vis de leur coopérative n'est pas connu dans le MC. Ici il s'agit des unions communales en règle vis-à-vis de leur union régionale. Le CRM MC a mobilisé la cotisation annuelle auprès de deux des 12 unions communales maraîchères membres. Aucune mobilisation de ressources financières n'a été faite au titre des cotisations annuelles des membres du CRR MC. Au niveau de l'URP MC, 20 membres ont payé leur cotisation annuelle.
	CRR MC 0%	0	5%	
	URP MC 91%	91%	100%	
L'autofinancement des dépenses de souveraineté des OPA à travers leurs ressources propres augmente de 5% par an	CRM MC 2%	12%	6%	La mobilisation des ressources propres par le CRM MC est faite à partir des services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de conseil technique, facilitation à l'accès aux intrants, facilitation à l'accès au marché, organisation de la vente groupée Pour le CRR, ces ressources sont mobilisées à partir des services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de Conseil technique, décorticage du paddy, facilitation à l'accès aux intrants,
	CRR MC 1%	12%	6%	
	URP MC	12%	8%	

¹⁰ Les activités du résultat 5 d'Atacora Donga sont financés par la FAFA/AD

	Valeur de la Baseline	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaires
				<p>facilitation à l'accès au marché, facilitation à l'accès au labour mécanisé.</p> <p>Au niveau de l'URP MC les ressources mobilisées proviennent essentiellement des cotisations des membres, du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) puis du conseil de gestion aux organisations.</p>
La fonctionnalité des OPA augmente annuellement avec 10%	CRM MC	86%	86%	<p>Le CRM MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. L'atteinte de la valeur cible finale a surtout été favorisée par l'amélioration du score sur les axes ; « structuration et représentativité », « fourniture de services aux membres » et « Genre ».</p> <p>Le CRR MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. Toutefois la non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « genre » et « Planification, exécution, suivi et évaluation »</p> <p>L'URP MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « fourniture de services aux membres » et « Ressources matérielles et financières. Globalement au niveau de l'URP MC, il y a une faiblesse dans la fourniture des services aux producteurs et par conséquent une faible mobilisation des ressources financières pour le financement des activités et des matérielles.</p>
	CRR MC	87%	86%	
	URP	91%	80%	

2.1.7 Progrès des indicateurs du résultat 6¹¹

Progrès des indicateurs du résultat 6 de Mono Couffo

Output 6 : Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation entre eux

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur finale obtenue	Cible finale attendu	Commentaire
D'ici 2015, le volume de transaction à travers les accords noués entre les commerçants/transformatateurs et producteurs augmentent de 10% chaque année	Riz = 267 T Maraichage = 318T	Riz : 355T (+13%) Maraichage : 428 T (10 %)	Riz : 345 T Maraichage = 427T	Ces différents progrès ont été réalisés grâce à la création de nouveaux liens d'affaires et à la consolidation de liens existants.
Le nombre de contrats formels signés entre les opérateurs privés et unions régionale et communales de producteurs augmente de 10% chaque année	188	203 (14%)	206	<p>La valeur de la ligne de base retenue (188) est celle finale de la Convention Spécifique FAFA MC.</p> <p>En 2014, neuf (09) nouveaux accords formels (4%) dont 03 pour le maraichage et 06 pour le riz. Trente-six (36) nouveaux accords verbaux ont été noués entre les promoteurs privés pour la commercialisation des produits. On constate encore la prédominance des accords verbaux.</p> <p>En 2015, six (06) nouveaux accords écrits et vingt-sept (27) nouveaux accords verbaux ont été enregistrés entre les promoteurs, transformateurs et les commerçants pour la transaction des produits, soit une progression de 14% par rapport à l'année précédente.</p>

¹¹ Les résultat 5 d'Atacora Donga est financé par la FAFA/AD

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?

La contribution de l'intervention FAIA à l'impact sur l'augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire a été effective suite à la réalisation des activités à différents niveaux :

Il s'agit tout d'abord du financement des microprojets et projets d'entrepreneuriat privé au niveau local, de la réalisation des investissements au niveau communaux ainsi que de mise en relation des organisations et coopératives de producteurs locales avec les communes, les instituts de microfinances et des faitières régionales/nationales.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?

L'outcome a été mesuré à travers l'évolution d'adhésion des producteurs à leurs organisations communales et régionales.

Dans l'Atacora Donga nous constatons une augmentation de 1303 membres pour l'ensemble des trois filières. L'augmentation s'explique par l'appui du projet¹² à la structuration et à l'organisation des structures conforme l'acte uniforme de l'OHADA, de l'appui au développement des services (vente groupée des productions, l'accès aux intrants, conseil technique etc.) à leurs membres.

L'Anacarde a également connue une augmentation des membres mais le cible n'a pas été atteint. Ceci s'explique par un chiffre baseline qui n'a pas été réaliste. Beaucoup de membres déclarés au niveau des coopératives ne semblaient pas être des producteurs d'anacarde mais aussi des collecteurs ou des commerçants. Suite à l'appui à la structuration aux coopératives et unions des coopératives, cette lacune a été corrigée ensemble avec les conseils d'administration et assemblées générales des coopératives.

Filières	Coopératives dans l'Atacora Donga			Total membres
	Niveau village	Niveau commune	Niveau région	
Anacarde	96	10	1	1508
Riz	148	13	1	3274
Maraîchage	105	13	1	2015
Total	349	36	3	6797

Pour ce qui concerne l'évolution des nombres des acteurs actifs dans les organisations de riz et maraîchage de Mono Couffo, nous constatons que pour le riz l'effectifs (3 222 producteurs recensés en 2011) a fortement diminué (1 533 producteurs recensés en 2015) et le cible n'a pas été atteint. Pour le maraîchage par contre l'effectif de 5 406 producteurs recensés en 2011 a presque doublé pour se chiffrer à 10 744 producteurs en 2015. Ces tendances a priori inattendues pourraient s'expliquer par plusieurs facteurs :

Ces dernières années, sous l'effet de l'urbanisation, des changements d'habitudes alimentaires, la part des légumes dans les rations alimentaires a tendance à augmenter. On constate aussi une amélioration de l'organisation des acteurs et la vente groupée appuyés par l'intervention.

Pendant ce temps, l'évolution du contexte a été négative pour la filière riz. D'une manière générale, le riz local est toujours soumis à la concurrence du riz importé souvent plus compétitif en termes de qualité. Face à ces difficultés structurelles et aux effets néfastes des changements climatiques, les producteurs ont tendance à se retirer de la filière, ce qui s'explique par la tendance à la baisse de leur effectif.

Puisque les aménagements rizicoles se prêtent aussi bien à la production maraîchères, nombreux sont les riziculteurs qui en se retirant, basculent dans l'autre filière afin de profiter de l'embellie y ambiante.

¹² L'activité a été réalisé en synergie avec la FAFA/AD et le CARDER/AD

Filières	Coopératives dans le Mono Couffo			Total membres
	Niveau village	Niveau commune	Niveau région ¹³	
Riz	56	11	1	625
Maraîchage	89	12	1	1193
Total	147	24	2	2802

Pour ce qui concerne la valeur ajoutée, l'actualisation des plans de développement des filières n'ont pas pu se réaliser à temps. Il est programmé en 2017 avec l'appui du programme agriculture.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?

Output 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris.

L'atteinte de l'output a été mesuré par les indicateurs de l'évolution du taux de satisfaction des services fournis aux exploitations familiales par les communes et par les CARDER ainsi que l'évolution du taux de satisfaction des communes par les CARDER. Seule l'étude du taux de satisfaction des exploitations familiales des services des CARDER a été réalisée par l'INRAB, dans le cadre de l'élaboration du baseline du volet institutionnel.

Les résultats de l'étude réalisée sur la satisfaction des exploitations familiales sur les différents services (Conseil Technique Spécialisé et Conseil de Gestion à l'exploitation Agricoles) sont présentés dans les tableaux suivants¹⁴.

Taux de connaissance (%) du conseil technique spécialisé par les agriculteurs			
Services	AD	MC	Moyen National
Formation Techniques Production	57	67	59,11
Visite de suivi	61	62	57,88
Visite d'échange	47	58	52,5
Formation stockage/conserverie	51	45	44,72
Faciliter accès intrants de qualité à temps	34	40	36,84
Appui identification contraintes	42	35	36,44
Mise en Place des parcelles de démonstration	38	41	33,68
Vulgarisation technologies	33	31	28,99
Constitution UV	39	18	25,23
Gestion conflits éleveurs-agriculteurs	-	-	5,59

Nous constatons pour la plupart des services que les régions AD et MC appuyées par la FAIA ont en général un meilleur score du moyen national pour ce qui concerne la connaissance des différents services rendus.

Taux de connaissance (%) du Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles (CGEA) par les agriculteurs			
	AG	MC	Moyen National
Appui Conseil	54	72	62
Visite de suivi	53	33	55
Assistance dans collecte informations sur production	35	51	41
Formation à tenue documents comptables	33	72	36
Appui identification contraintes	38	28	33

En général la connaissance du CGEA des producteurs de l'AD est en dessous du moyen national. Ceci peut s'expliquer par le faible fonctionnement de l'Union Régional des Producteurs (URP) dans l'Atacora Donga responsable avec le CARDER sur la fourniture de services de conseil à l'exploitation familiale.

¹³ Le CRR et le CRM ont un statut d'association

¹⁴ Etude de satisfaction portant sur la qualité des services publics rendus par les CARDER ; INRAB Juin 2017

Probablement ils n'ont pas pu garantir une forte couverture de ce conseil. Dans le Mono Couffo, 3 des 5 activités du Conseil aux Exploitations Agricoles dépassent le niveau de connaissance moyenne nationale. L'URP de Mono Couffo appuyé par le projet a rendu, ensemble avec le CARDER ces services.

L'étude a également analysée la qualité des services rendus par les CARDER. Trois indices sont utilisés : les indices de demande, l'indice de l'offre et l'indice de la performance. Les moyennes de ces trois indices sont présentées dans les tableaux suivants.

Appréciation de la qualité du Services Techniques spécialisés par les agriculteurs			
SERVICES	AD	MC	Moyenne nationale
Formation Itinéraires Techniques Production	0,79	0,48	0,70
Visite suivi	0,75	0,57	0,62
Visite échange	0,50	0,56	0,55
Formation stockage/conservation	0,62	0,42	0,53
Faciliter accès intrants de qualité à temps	0,22	0,31	0,29
Appui identification contraintes	0,43	0,28	0,35
Mise en place parcelles démonstration	0,40	0,38	0,33
Vulgarisation technologies	0,28	0,22	0,22
Gestion conflits éleveurs-agriculteurs	0,29	0,26	0,20
Constitution UV	0,35	0,10	0,19

On note que la plupart des services liées aux services techniques spécialisés sont plus appréciées en termes de qualité dans les deux régions par rapport à la moyenne nationale.

Appréciation de la qualité du Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles (CGEA) par les agriculteurs			
Services	AD	MC	Moyenne nationale
Visite/Suivi	0,72	0,64	0,60
Appui Conseil	0,67	0,62	0,53
Formation tenue docs. Comptables	0,45	0,72	0,45
Assistance collecte informations production	0,36	0,42	0,35
Appui identification contraintes	0,44	0,17	0,25

Nous constatons que la qualité de la plupart des services du conseil de gestion aux exploitations agricoles est mieux appréciée dans les deux régions d'intervention par rapport à la moyenne nationale.

Le projet c'est investi également dans les études et diagnostics économiques territoriales (DET) et Diagnostics Organisationnelles et Institutionnelles (DIO) pour chaque commune (25) ainsi que les Diagnostics Organisationnelles et Institutionnelles (DIO) pour les deux CARDER appuyés par le projet Les Diagnostics économiques ont contribué à une meilleure prise en compte du secteur agricole dans les Plans de Développement Communaux et dans les plans d'investissements annuels communaux.

Dans le rapport de l'évaluation finale de la FAIA il a cité par rapport aux études DIO/DET : Les communes, pour leur part, estiment que les résultats sont bons, qu'elles disposent d'instruments et outils nécessaires à l'identification, à la réalisation et à la gestion des investissements agricoles structurants. Ces travaux ont permis de faire prendre conscience, dans une certaine mesure, aux autorités locales du rôle important que joue et pourrait encore plus jouer l'agriculture dans le développement de l'économie locale. Les investissements communaux, qui avaient été identifiés en 2014 (pour une réalisation en 2015), intégraient plus et mieux les activités agricoles plus structurantes et économiques que les années précédentes. Enfin, les acteurs des mairies pensent que ces DET et DIO seront des outils utiles permettant une meilleure prise en compte des aspects agricoles dans l'élaboration des prochains PDC (en 2016).

La FAIA s'est également investi dans l'amélioration et la facilitation de dialogue entre les Organisations Professionnelles et les CARDER et les Communes à travers des structures prévues par l'Etat de mise en œuvre et suivi coordonnée du PSRSA. Il s'agit des comités d'orientation et de suivi de niveau national (CNOS) et celui de ses démembrements (CDES et CCOS) respectivement de niveau départemental et communal.

Actuellement le CNOS et tous les CDES sont installés. Les CCOS ont été installés que dans les régions d'intervention de la FAIA.

Environ 2 à 3 cadres des concertations/CDES par an ont été organisés de niveau régional/départemental surtout autour de l'élaboration et mise en œuvre des plans régionaux de développement des filières (PRDF). Au moins 3 cadres de concertations (CCOS) par an ont été organisés dans chacune des 25 Communes surtout autour des pré-sélections des investissements communaux de financement par le FADeC Agriculture en lien avec les PDC et les plans filières. L'expérience avec la FAIA autour de ces cadres de concertations montre que ce sont de bons instruments d'implication des acteurs dans la planification, mise en œuvre (synergie) et suivi des politiques nationales (PSRSA), départementales (plans filières) et communales (PDC). Cependant leur fonctionnement dépend fortement des ressources externes (Projets/programmes). Le succès de la coordination et le développement de synergies dépend également de la volonté et flexibilité des projets programmes d'adapter leurs modes et stratégies d'intervention. Il faut également un bon alignement /arrimage entre le PSRSA de niveau national, le PTAB et Plans filières de niveau départemental et les PDC de niveau communal pour une meilleure visibilité des contributions et synergies dans la mise en œuvre de ces instruments.

Le PSRSA est arrivé à terme en fin 2015, il a été évalué et remplacé par le PSDSA (Plan structurel du Développement du Secteur Agricole) de 2017 à 2021.

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières

Le résultat a été mise en œuvre à travers l'appui aux communes dans la réalisation d'infrastructures agricoles structurantes. Les comités et outils de présélection, de sélection, d'attribution et de suivi de ces infrastructures ont été mise en place et développées avec l'appui des assistants techniques à la maîtrise d'ouvrage, d'appui aux finances locales et en génie rural. Les outils élaborés et testés avec les acteurs et communes ont été valorisés et adoptés comme des mécanismes définitifs du FADeC affecté Agriculture. Ces mécanismes sont actuellement utilisés au niveau national.

La mise en œuvre de ce résultat a connue quelques adaptations dans le temps. Ces adaptations ont porté sur plusieurs aspects parmi lesquels on peut retenir :

- **Filières éligibles** : pour un meilleur ciblage et dans le respect des objectifs et résultats attendus de la FAIA, un recentrage a été opéré pour des investissements agricoles en lien avec les filières soutenues par la FAIA (riz, anacarde, maraichage)
- **Types d'investissements éligibles** : à ce niveau, et afin de garantir un meilleur impact réel sur le développement de l'agriculture dans la commune, les investissements structurants à forte valeur ajoutée (aménagement hydroagricole) ont été privilégiés au détriment des infrastructures marchandes et de stockage etc...
- **Implication des acteurs des filières notamment les OPA** : en cours de mise et au regard des premiers résultats, des dispositions ont été prises pour une meilleure implication des acteurs des filières notamment des OPA dans le processus de sélection des investissements.
- **La mise en place d'un service d'ingénierie social** : le recrutement et la mise à disposition des communes de prestataires « SIS » afin de garantir l'utilisation rationnelle des IC. En effet, ces prestataires ont accompagné les communes dans la sélection et l'accompagnement (gestion, contractualisation) des exploitants. Des outils adaptés ont été élaborés et mis à la disposition des utilisateurs. L'implication des OPA dans l'appui en conseil technique des exploitants

Les résultats des investissements par type d'infrastructures campagne 2013 et 2014 se présentent ainsi.

Type d'investissements	AD			MC		
	Nombre de projets	Superficie/ Capacité/	Coûts (subvention FAIA)	Nombre de projets	Superficie/ Capacité	Coûts (subvention FAIA)
		Nombre			Nombre	
		KM			KM	
Aménagement Hydro-Agricole /Retenu d'eau	1	50 ha	21 913 480	14	140 ha	368 452 853
Boutique de vente d'intrants agricoles	6	18	76 442 544	8	16	107 582 826
Hangars de vente de produits agricoles	4	276 places	134 605 585	9	99 places	202 403 230
Magasin de stockage de produits agricoles	33	10 221 m3	681 383 724	4	1260 m ³	63 269 239
Marché à bétail	1	1	29 624 328	0	0	0
Aire de séchage	2	135 m2	4 900 000	0	0	0
Pistes /dalots	7	24.5 km de piste et 49 dalots	267 221 202	5	16 km de piste et 12 dalots	138 009 418
Total	54		1 216 090 863	40		879 717 566

Les résultats des investissements se résument ainsi (détails en chapitre 10)

	Campagne	AD	MC	Total
Nombre de projets	2013/2014	24	21	45
	2014/2015	30	19	49
Total nombre de projets		54	40	94
Investissement subvention FAIA (FCFA)	2013/2014	553.802.253	393 305 776	947 108 029
	2014/2015	662.288.610	486 411 790	1 148 700 400
Total investissement		1 216 090 863	879 717 566	2 095 808 429

La mise à disposition des SIS aux exploitants et aux communes ont contribué à une meilleure exploitation et gestion des Infrastructures. L'appui se poursuit à travers le PROFI.

Type	AD				MC			
	Nombre de projets	% exploités	% avec Contrats signés	% avec Outil recettes/dépenses tenu	Nombre de projets	% exploités	% Contrats signés	% Outil recettes/dépenses tenu
Aménagement Hydro-Agricole /Retenu d'eau	1	100%	0%	0%	14	69%	60%	40%
Boutique de vente d'intrants agricoles	6	67%	67%	67%	8	100%	75%	37,5%
Hangars de vente de	4	100%	50%	50%	9	91%	72	18%

produits agricoles								
Magasin de stockage de produits agricoles	33	88%	76%	52%	4	50%	25%	25%
Marché à bétail	1	100%	0%	0%	0	“		
Aire de séchage	2	100%	0%	0%	0	“		
Pistes /dalots	7	100%	NA	NA	5	100%	NA	NA

Selon les informations collectées auprès des acteurs, la faible utilisation de certains investissements communaux s'explique par plusieurs raisons :

- Mauvaise appréciation de la qualité technique de certaines infrastructures (positionnement, accessibilité de l'IC, qualité du matériel utilisé, système de pompage et d'irrigation défectueux, ...) par les bénéficiaires,
- Manque de consensus sur certaines clauses des contrats d'exploitation (coûts très élevés de location ou taxes à payer à la mairie, défaut de mécanisme d'entretien et de maintenance),
- Démotivation de certains producteurs maraîchers du fait de l'accès difficile aux intrants/crédits financiers adaptés, la perte des produits due à la non maîtrise des itinéraires de certaines spéculations, les difficultés d'écoulement de certains produits.
- Déphasage du projet avec les besoins des potentiels bénéficiaires par une mauvaise appréciation des besoins des populations avant l'élaboration des projets.

Afin de parer aux difficultés ci-dessus citées, un certain nombre de mesures ont été introduits dans le programme agriculture.

- Le recrutement d'un assistant technique perle spécialisé en génie rural/aménagement hydroagricole pour accompagner les communes dans tout le processus de réalisation des IC de type AHA (faisabilité technique, analyses économiques, élaboration DAO, suivi réalisation) sous financement FEC. En outre, il s'agissait à travers la mise à disposition de cette expertise de garantir la prise en compte des aspects environnementaux et la participation active des futurs utilisateurs et la commune dans tous le processus.
- L'organisation dans les clusters agricoles par la mise en relation les exploitants des infrastructures avec les unités de transformations, fournisseurs d'intrants, services financiers et non-financiers, ...
- La facilité aux exploitations des IC d'accès au financement des microprojets.

Output 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention.

Ce résultat a été mis en œuvre par le financement des microprojets de production dans le Mono Couffo¹⁵ et des projets d'entrepreneuriat agricole dans le Mono Couffo et l'Atacora Donga. Pour les projets d'entrepreneuriat agricole des relations avec les instituts de microfinances ont été renforcés.

Dans le Mono Couffo au total 53 microprojets ont été financés par la FAIA pour un montant total de 304.684.238 FCFA. La plupart des investissements ont été réalisés pour la filière maraichage qui s'explique d'une part par une augmentation de la demande de ces dernières années en légumes (urbanisation et changements d'habitudes alimentaires) et d'autre part par l'accroissement observé du nombre de producteurs maraîchers.

¹⁵ Les microprojets de l'Atacora Donga ont été financé par la convention spécifique FAFA-AD

Tableau : La répartition des microprojets par filière.

Filière	Nbre	Proportion	Cout total du MIP	Apport bénéficiaire	Contribution FAIA
Riz	12	0,23	100.670.475	27.309.790	73.360.685
Maraichage	38	0,72	283.423.570	69.523.132	213.900.438
Riz & maraichage	3	0,06	23.161.740	5.738.625	17.423.115
Ensemble	53	1,00	407.255.785	102.571.547	304.684.238

Pour ce qui concerne la réparation par maillon nous constatons que la quasi-totalité des microprojets concerne la production. En effet dans le Mono Couffo il s'agit surtout de la production du riz blanc par les mini-rizeries. Il n'existe pas comme dans l'Atacora Donga des unités de transformation artisanal de transformation en riz étuvé tenues par les groupements des femmes. La situation est à peu près la même dans la filière maraichage ou il existe pratiquement pas de transformation artisanal. Pratiquement tous les produits du maraichage sont commercialisés en l'état frais.

Tableau : La répartition des microprojets par maillon.

Maillon	Nbre	Proportion	Cout total du MIP	Apport bénéficiaire	Contribution FAIA
Production	47	0,89	357.576.782	89.010.357	268.566.425
Transformation	3	0,06	25.160.963	6.369.355	18.791.608
Commercialisation	1	0,02	4.165.500	1.236.400	2.929.100
Services (Intrants)	2	0,04	20.352.540	5.955.435	14.397.105
Ensemble	53	1,00	407.255.785	102.571.547	304.684.238

Pour ce qui concerne la réparation des microprojets entre les hommes et les femmes nous constatons que les hommes individuels dominent la liste des bénéficiaires des microprojets. Le Mono Couffo n'a pas de tradition de travailler en coopérative ou en groupements. La très forte pression sur la terre dans le Mono Couffo rend difficile l'accès des femmes à la ressource et par voie de conséquence leur faible représentation, malgré les critères discriminants, dans les bénéficiaires de microprojet production.

Tableau : La répartition des microprojets par type de promoteur.

Type de promoteur	Nbre	Proportion	Cout total du MIP	Apport bénéficiaire	Contribution FAIA
Homme	37	0,70	277.163.638	75.389.503	201.774.135
Femme	11	0,21	79.174.911	15.297.320	63.877.591
Groupement (mixte)	5	0,09	50.917.236	11.884.724	39.032.512
Ensemble	53	1,00	407.255.785	102.571.547	304.684.238

Dans l'Atacora Donga 5 Projets d'Entreprenariat Agricole ont été financé dont 4 sont en cours de mise en œuvre. L'union régional des producteurs d'anacarde sont en cours d'installation du matériel commandé.

Nom bénéficiaire PEA	Description	Subvention	Crédit	Contribution financière du promoteur
SOUROU BAYAYE	Projet d'appui à l'accroissement de la compétitivité du riz SOUROU	40.000.000	11.000.000	12.000.000
CEPI DEVELOPPEMENT	Projet d'appui à la centrale d'achat du riz paddy dans les départements de l'Atacora Donga	25.000.000	6.000.000	14.414.200
OGYA Développement	Appui à la modernisation de l'unité de transformation de riz étuvé de l'entreprise OGYA Développement	24.999.095	10.000.000	8.353.360
S2ID SARL	Renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la mini rizerie de Bassila	24.247.750	9.586.465	4.110.000
URCPA	Initiation des producteurs à l'Agrobusiness de la filière anacarde dans la région Atacora Donga	44.686.200	-	14.545.000
Total		158.933.045	36.586.465	53.422.560
Pourcentage du total		64%	15%	21%

Les 4 PEA ont pu créer plusieurs nouvelles emplois fixes et occasionnelles ; les chiffres d'affaires des 4 PEA ont pour la plupart des cas au minimum doublés après une année de mise en œuvre comme témoigne le tableau suivant.

PEA		Nombre de contrats	volumes	bénéficiaires	Chiffre d'affaire
Sourou Bayayé	2015	Achat MP ¹⁶ : 04 Vente Riz étuvé : 29 Décorticage : 26	Riz paddy : 165 T Riz étuvé : 106,7 T Riz blanc : 26,7 T Prestation décorticage : 251,7 T	Producteur riz paddy : > 432 Femmes étuveuses : 331 Employés : 8 (dont 2 F)	38.256.357 F CFA
	2016	Achat MP : 06 Vente Riz étuvé : 30 Décorticage : 26	Riz paddy : 350 T Riz étuvé : 227,5 T Riz blanc : 45 T Prestation décorticage : 350 T	Producteur riz paddy : > 1.000 Femmes étuveuses : 300 Employés : 13 (dont 7 F)	102.375.000 F CFA
Esop star	2015	Achat MP : 06 Vente Riz étuvé : ++ Décorticage : 08	Riz paddy : 112 T Riz étuvé : 54,4 T Riz blanc : 19,8 T Prestation décorticage : 123 T	Producteur riz paddy : 62 Femmes étuveuses : 48 Employés : 04	31.450.000 F CFA

¹⁶ MP = matière première

PEA		Nombre de contrats	volumes	bénéficiaires	Chiffre d'affaire
	2016	Achat MP : 06 Vente Riz étuvé : ++ Décortilage : 14	Riz paddy : 120 T Riz étuvé : 60 T Riz blanc : 22 T Prestation décortilage : 155 T	Producteur riz paddy : 62 Femmes étuveuses : 48 Employés : 05	38.000.000 F CFA
OGYA	2015	Achat MP : 03 Riz décortiqué : 05 Décortilage : 05	Riz paddy : 50 T Riz étuvé : 32,5 T Prestation décortilage : 1 T	Producteur riz paddy : 112 Femmes étuveuses : 158 Employés : 03 (dont 01 F)	15.437.500 F CFA
	2016	Achat MP : 03 Riz décortiqué : 08 Décortilage : 08	Riz paddy : 100 T Riz étuvé : 65 T Prestation décortilage : 5 T	Producteur riz paddy : 112 Femmes étuveuses : 180 Employés : 05 (dont 02 F)	30.875.000 F CFA
S2ID SARL	2015	Achat MP : Riz décortiqué : Décortilage :	Riz paddy : Riz étuvé : Prestation décortilage :	Producteur riz paddy : Femmes étuveuses : Employés : H dont F	0 F CFA (pas fonctionnel en 2015)
	2016	Achat MP : 03 Riz décortiqué : 08 Décortilage : 08	Riz paddy : 100 T Riz étuvé : 65 T Prestation décortilage : 5 T	Producteur riz paddy : 112 Femmes étuveuses : 180 Employés : 05 (dont 02 F)	5.000.000 F CFA (pas tout le stock transformé)

OGYA est une entreprise qui a débuté officiellement en 2011. Elle emploie aujourd'hui 5 personnes permanentes (dont 02 femmes) et permet d'écouler une partie de la production de 112 riziculteurs tout en fournissant un travail occasionnel à près de 180 femmes transformatrices de riz étuvés.

« Avant la venue du PEA, le travail était manuel et pénible, les femmes faisaient tout à la main. Maintenant, avec l'acquisition de l'équipement pour la mini-rizerie, la productivité et la qualité du riz mis sur le marché se sont améliorés. Cela permet de mieux satisfaire la demande et d'être plus rapide dans les délais de livraison. Le chiffre d'affaire de notre entreprise a aussi augmenté. Nous envisageons transformer à une plus grande échelle grâce à ce PEA.

Cependant, nous rencontrons encore des difficultés, notamment par rapport à l'achat de la matière première car notre fond de roulement ne nous permet pas d'acheter de grande quantité à la fois.

Nous avons échangé avec quelques producteurs avec qui nous travaillons depuis le début pour leur exposer ce problème. Ils nous recommandent de nous asseoir avec tous les producteurs avec lesquels nous avons passé des contrats pour en redéfinir les bases et prévoir une livraison à crédit du paddy. Cette réunion n'a pas encore eu lieu, mais nous espérons qu'avec la relation de confiance que nous avons nouée avec eux, qu'il nous sera possible d'arriver à une entente. »

Pour ce qui concerne les PEA de Mono Couffo les PEA suivants ont été financé et mise en œuvre.

Nom bénéficiaire PEA	Description/titre du projet	Subvention	Crédit	Contribution financière
ESOP LALO	Projet d'extension et d'accroissement des capacités de stockage et de transformation de Riz de variété IR 841 par l'entreprise ESOP-LALO	23 898 689	26 000 000	42 107 749
FIOKAS SARL	Projet de mise en opération de l'usine de décortilage du riz blanc long grain de la société FIOKAS SARL dans la commune de Grand-Popo	15 301 044	23 982 438	9 488 820
ESPOIR-IS	Projet pour la production maraîchère organique à Agoué dans la Commune de Gand Popo	18 055 050	18 665 000	23 058 350
GEI-AFRICA	Projet d'extension de la capacité de stockage et du réseau de distribution des intrants spécifiques pour les filières maraîchage et le riz dans le Mono-Couffo	15 045 940	14 008 000	21 074 327

EDI-BENIN	Projet de renforcement de capacité pour l'importation, le stockage et la distribution des intrants spécifiques pour le riz et le maraîchage dans le Mono Couffo	9 518 510	42 685 000	27 014 106
Total		81 819 233	125 340 438	122 743 352
Pourcentage		25%	38%	37%

Les 05 PEA ont pu créer/ maintenir 109 emplois dont 36 permanents et 73 occasionnels. 53% de ces emplois (58) sont féminins. En termes d'augmentation de chiffres d'affaires, il faut noter que l'intervention de la FAIA a généré une augmentation de chiffres d'affaires de près de 27% avec un passage de 367 035 675 FCFA avant financement à près de 467 922 182 FCFA après une année de mise en œuvre.

PEA+		Nombre de contrats	volumes	bénéficiaires	Chiffre d'affaire
ESOP LALO SARL	2015	Achat MP : 31 Vente : Riz décortiqué : 8 Décorticage : ne fait pas de prestation	Riz paddy : 223 tonnes Riz étuvé : 0 Prestation décorticage : 0	Producteur riz paddy : 496 producteurs dont 179 F Femmes étuveuses : 0 Employés : permanents : 07 Dont 1 femme Employés occasionnels : 24 Dont 20 femmes	50.300.000 F CFA :
	2016	Achat MP : 26 Vente : Riz décortiqué : 11 T Décorticage : ne fait pas de prestation	Riz paddy : 314 tonne Riz étuvé : 0 Prestation décorticage : 0	Producteur riz paddy : 458 producteurs dont 108 femmes Femmes étuveuses : 0 Employés : permanents : 07 dont 1 femme Employés occasionnels : 24 dont 20 femmes	70.300.000 F CFA :
FIOKAS SARL (non fonctionnel)	2015	Achat MP : 0 Riz décortiqué : Décorticage :	Riz paddy : 0 T Riz étuvé : 0 T Prestation décorticage : 0	Producteur riz paddy : 0 Femmes étuveuses : 0 Employés : 01 dont 0 F	0 F CFA
	2016	Achat MP : 06 Riz décortiqué : 0 Décorticage : 0	Riz paddy : 0T Riz étuvé : 0 T Prestation décorticage : 0 T	Producteur riz paddy : 0 Femmes étuveuses : 0 Employés : 01 (dont 0 F)	0 F CFA
ESPOIR-IS	2015	Contrat de vente : Tomate 09 Piment 02 Oignon 25	Vente : Oignon : 600 planches de 120 kg soit 72 tonnes Tomates 900 paniers de 70 kg soit 63 tonnes Piment vert : 220 sacs de 50 kg soit 11 tonnes	Employés : Occasionnels : 35 dont 30 F Permanents : 10 dont 04 F	25.000.000 F CFA
	2016	Achat : Oignon : 600 planches Tomates 900 paniers Piment vert : 220 sacs	Vente : Oignon : 91 planches soit 10,920 tonnes Tomates 2250 paniers soit 157 tonnes Piment vert :	Employés : Occasionnels : 35 dont 30 F Permanents : 10 dont 04 F	18.000.000 F CFA

			458 sacs soit 22,900 tonnes		
GEI- AFRICA	2015	Achat : 55 clients grossistes/détaillants	Vente : Insecticides : pour 6275 ha (6275 litres) (pacha +lambdas Herbicides : 0,5 conteneur (pour 1625 ha)	Employés permanents : 12 Dont 03 femmes Employés occasionnels : 05 Dont 0 femmes	45.000.000 F CFA
	2016	Achat : 75 clients grossistes/détaillants	Vente: Insecticides pour 8487 ha (848 litres) (pacha +lambdas) Herbicides : 01 conteneur (3123 ha)	Employés : Employés permanents : 16 Dont 03 femmes Employés occasionnels : 05 Dont 0 femmes	101.000.000 F CFA
EDI-BENIN	2015	Achat : 75	Vente: Insecticides : 550 cartons de 12 litres soit 6.600 litres Herbicides : 2000 cartons de 12 litres soit 24.000 litres	Employés : Permanents 04 dont 0 Occasionnels 10 dont 03 femmes	113.000.000 F CFA
	2016	Achat : 83	Vente: Insecticides : 700 cartons de 12 litres soit 8.400 litres Herbicides : 3000 cartons de 12 litres soit 36.000 litres	Employés : Permanents 05 dont 0 Occasionnels 13 dont 03 femmes	270.000.000 F CFA

Output 5: Les producteurs agricoles améliorent de façon durable leurs organisation /structuration et accèdent à des meilleurs services de leurs organisations

L'output a été mise en œuvre par l'appui aux producteurs des filières riz et maraichage dans le Mono Couffo. Il a porté pour l'essentiel sur la structuration des OPA et de leur démembrements, l'amélioration de leur organisation et le renforcement de leurs capacités à fournir des services adaptés et de qualité en direction de leurs membres. Les réalisations par rapport à chacun de ces aspects peuvent être résumés comme suit :

Structuration des OPA

Des plans de structuration ont été élaborés avec les unions régionales CRM et CRR et mis en œuvre. A ce titre, les représentants régionaux des OPA et l'équipe d'encadrement du CARDER Mono-Couffo ont bénéficié des formations sur le contenu de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Suite à ces formations, des sessions d'information ont été organisées à l'intention des acteurs au niveau communal, puis villageois.

A l'issue de ces sessions d'information, des comités d'initiatives ont été mis en place pour porter le processus de création ou de restructuration des groupements existants en coopératives. Il s'en est suivi, le cas échéant, l'organisation des assemblées générales constitutives, la constitution des dossiers d'immatriculation des coopératives mises en place, l'étude des dossiers et l'immatriculation par le

CARDER Mono Couffo des coopératives remplissant les conditions requises.

Enfin sont entreprises les démarches en vue de la publication au Journal Officiel des coopératives immatriculées.

Les coopératives à la base ont par la suite adhéré pour la plupart aux 12 unions communales des producteurs de riz et 12 unions communales des producteurs de maraichage.

Le tableau suivant montre le nombre de coopératives mise en place et immatriculé conforme la loi OHADA (situation 2016).

Filière Riz	Département	Effectif des coopératives	Coopératives immatriculées	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total
Coopératives adhérentes aux UCR	Couffo	27	52	206	198	404
	Mono	31		120	101	221
Total		58		326	299	625

Filière maraichage	Département	Effectif des coopératives	Coopératives immatriculées	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total
Coopératives adhérentes aux UCM	Couffo	36	99	170	359	529
	Mono	53		384	280	664
Total		103		554	639	1193

La structuration des OPA a permis de renforcer leur représentativité et légitimité par rapport à leur base sociale.

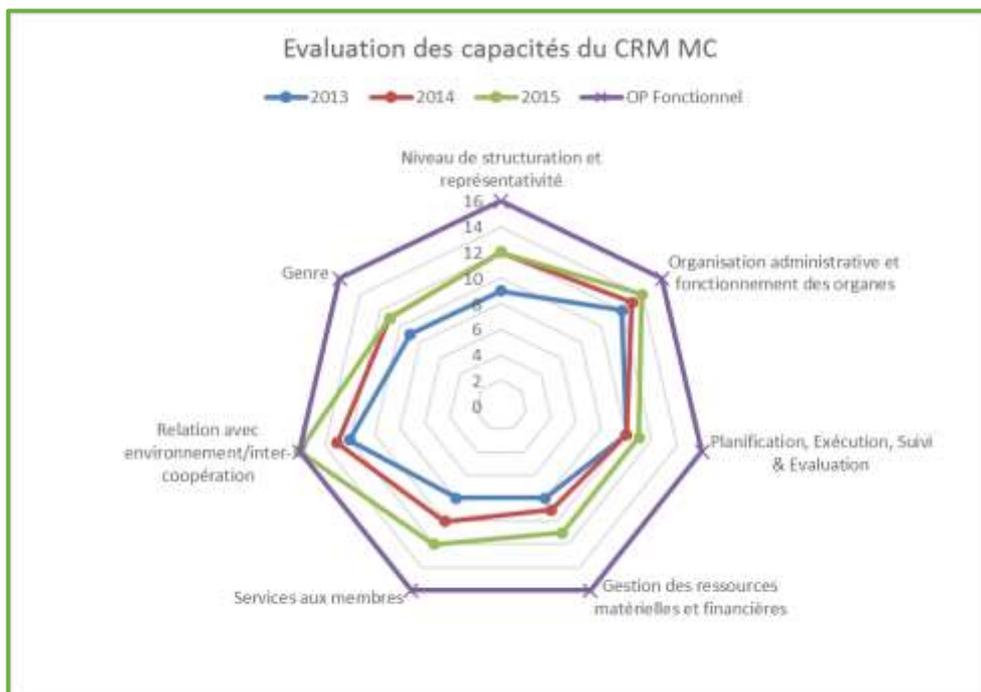
Les raisons justifiant le niveau relativement faible d'immatriculation des coopératives par le CARDER sont : i) mise en place tardive de la commission technique d'étude des dossiers d'immatriculation ; ii) erreurs dans le montage des dossiers ; iii) faible niveau de libération des parts sociales.

Organisation/Fonctionnement des OPA

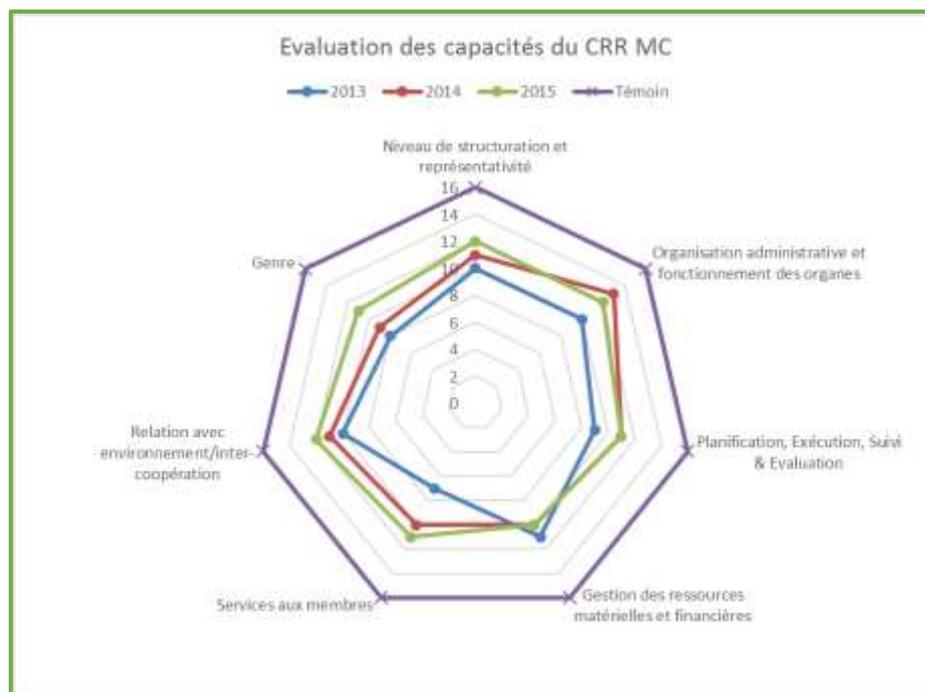
Le CRR (union des coopératives de Riz), CRM (union des coopératives de maraichers) et URP (union régionale des producteurs) ont été appuyés à travers la mise en œuvre des accords de financement négociés avec le programme. A ce titre, les trois OPA partenaires ont toutes été appuyées dans l'élaboration de manière participative de plans stratégiques et des plans d'actions. En outre, elles ont été également appuyés pour le renforcement des capacités de leurs équipes techniques. Ces équipes ont été renforcées (financement conseiller agricole et personnel de gestion et formations) ce qui a permis d'une part d'améliorer l'accès des membres aux services fournis par leur organisation et d'autre part d'améliorer la gestion des ressources.

Comme effet, des améliorations significatives ont été observés dans le fonctionnement des trois structures, comme le montre les résultats de l'autoévaluation des capacités des OPA mesurée à travers 24 indicateurs classés sur 6 axes. Chaque indicateur connaît un score d'un à quatre selon l'évolution de l'indicateur.

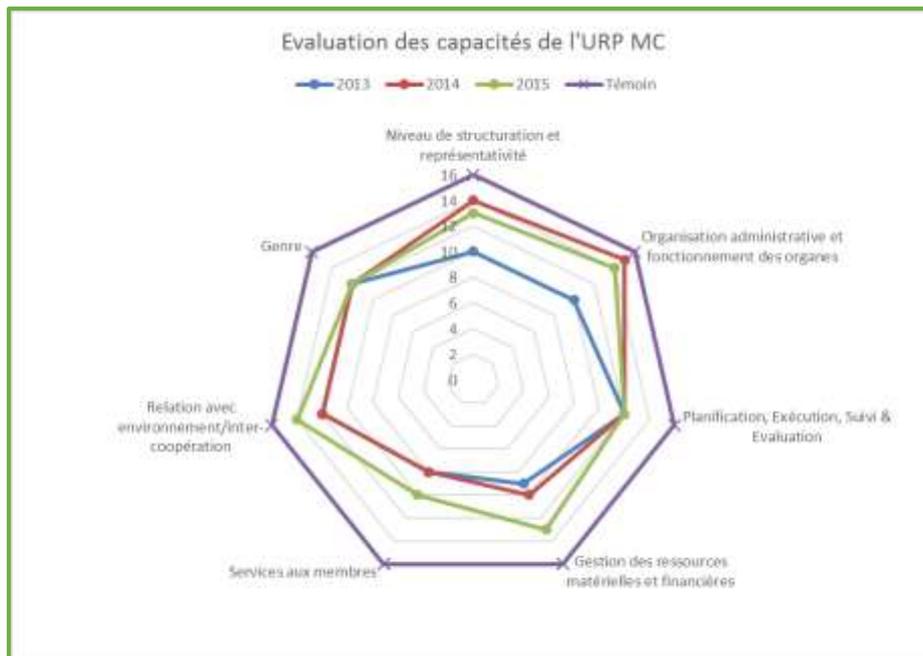
Les résultats montrent que le CRM est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. L'amélioration est la plus prononcée du score sur les axes ; « structuration et représentativité », « fourniture de services aux membres » et « Genre ».



Le CRR est également en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. Toutefois nous constatons encore des faiblesses sur les axes « genre » et « Planification, exécution, suivi et évaluation »



L'URP obtient également le statut d'une bonne structure de coordination. La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « fourniture de services aux membres » et « Ressources matérielles et financières. Globalement au niveau de l'URP MC, il y a une faiblesse dans la fourniture des services aux producteurs et par conséquent une faible mobilisation des ressources financières pour le financement des activités et des matérielles.



De manière plus globale, il faut noter que l'amélioration de la fonctionnalité est également démontrée à travers l'augmentation du nombre des membres en règle et in fine par l'augmentation des ressources propres à travers les contributions des membres et les ressources issues de la fourniture de services. Le taux de sociétariat (membres en règle vis-à-vis leur organisation) connaît une amélioration depuis l'intervention de la FAIA. En effet la mise en place des coopératives villageoises a permis d'une part d'actualiser la liste des membres des OPA et d'autre part d'assainir la gestion des cotisations et parts sociales. Ainsi, tous les membres des OPA se sont acquittés de leur droit d'adhésion et versé au moins 25% de leur part sociale. Les premières coopératives (110) sont mises en place pendant le 2ème et le 3ème trimestre 2015. Leur renforcement en gestion a immédiatement démarré à travers la formation et la mise en place des outils de gestion administrative et financière. Le tableau ci-dessous fait le point des coopératives existant dans les filières riz et maraîchage.

Démembrement	CRM	CRR	URP
Coopératives villageoises en règle vis-à-vis leur unions communales	89 (100%)	58 (100%)	NA ¹⁷
Unions communales en règle vis-à-vis leur union régional	12 (100%)	11 (92%)	22 (100%)

Evolution du nombre de coopératives et de membres au sein des OPA partenaires

Unions régionales		2014	2015	2016
CRR	Évolutions coopératives	0	46	58
	Évolutions membres	0	481	984
CRM	Évolutions coopératives	0	60	89
	Évolutions membres	0	565	1 193
URP	Évolution organisations membres	22	22	34

Output 6 La compétitivité et l'accès des productions aux marchés est assuré grâce à la promotion des filières agricoles

Plusieurs actions ont été menées dans le cadre de l'amélioration de la compétitivité et la facilitation de l'accès aux marchés. Ces actions, qui ont visé les acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants

¹⁷ Pour le cas de l'URP, ce sont les OPA de niveau communale et départementales qui sont membres

et fournisseurs de services) des filières riz et maraîchage, ont porté pour l'essentiel sur : (i) facilitation de l'accès aux intrants ; (ii) Mise en place de dispositif d'appui conseil et amélioration de la qualité des produits ; (iii) Mise en place de dispositif de vente groupée ; (iv) Organisation d'événements pour la promotion des produits agricoles ;

Facilitation de l'accès aux intrants

La facilitation de l'accès aux intrants s'est faite à travers l'appui au CRM par la mise en place un dispositif de commercialisation d'intrants maraîchers. En dehors des semences, le dispositif permet facilite aussi l'approvisionnement en produits phytosanitaire biologique et de synthèse. La croissance du chiffre d'affaire témoigne de l'intérêt croissant que les producteurs portent sur le dispositif.

Fourniture d'intrants	2014	2015	2016
Valeur des intrants vendus	3 525 488 FCFA	8 469 846 FCFA	9 233 725 FCFA

Appui-conseil et amélioration de la qualité des produits

En matière d'appui-conseil technique des appuis ont été apportés aux CRM, CRR et URP pour la fourniture de services appui-conseil de qualité en direction de leurs membres. Ainsi, les structures ont vu leurs équipes techniques renforcées à travers l'appui au recrutement et à la prise en charge de 12 animateurs en charge du conseil technique (04 animateurs par structure). En outre les équipes techniques ont été formées sur divers thématiques parmi lesquelles : la maîtrise des itinéraires techniques des spéculations maraîchères et du riz, l'élaboration de plan de campagne et la gestion.

Ces animateurs avaient pour mission principale de fournir un appui-conseil technique payant et de proximité aux exploitations agricoles familiales membres des coopératives de base. Au minimum, une visite mensuelle était organisée par coopérative. Au final, 115 producteurs de riz et 75 producteurs maraîchers ont bénéficié de ces services à raison de 10 000 FCFA par année. Les ressources générées à savoir, 1 150 000 FCFA pour le CRR et 75 000 FCFA pour le CRM sont encore trop faible pour pérenniser l'appui. Le dispositif sera évalué avec le CRR et CRM par le programme PROFIL.

Un dispositif CEF « Conseil à l'Exploitation Familiale » a été également mis en place à travers l'accord d'exécution signé avec l'Union Régionale des Producteurs du Mono Couffo (URP MC). A ce titre, un outil a été élaboré et mis en place au sein des exploitations bénéficiaires. Il s'agit du cahier de collecte des données de production appelé actuellement Cahier d'Utilisation de la Main d'œuvre et des Intrants (CUMOI) et accessoirement le journal de caisse. L'outil CUMOI permet de faire les comptes d'exploitation et de faire les analyses pour dégager les forces et faiblesses des systèmes cultureux.

Les quatre conseillers agricoles ont ainsi suivi directement 240 exploitations agricoles familiales (60 exploitations par conseiller). Sur les 240 chefs d'exploitations formés, 80 (40 maraîchers et 40 riziculteurs) ont été retenus selon des critères bien définis comme agriculteurs de référence. Ces agriculteurs de référence formés et coachés par les conseillers agricoles de l'URP, ont parrainé des exploitants volontaires (5 en moyenne). Au final donc 640 exploitations agricoles familiales ont pu bénéficier de ce service CEF parmi lesquelles 197 femmes soit 30%.

En termes de réalisation, 59% des 640 exploitants volontaires soit 382 exploitants ont continué avec le CEF et les bilans réalisés en fin de campagne montre que 375 producteurs les revenus ont augmenté.

En dehors des appuis fournis à travers les OPA, la FAIA avec l'appui du projet ASPS et la Direction Régionale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (DRSSA) a renforcé les capacités des acteurs sur la maîtrise des normes de qualité de produits selon les exigences de la demande du marché. Parmi les actions menées à ce niveau, on peut retenir :

Les actions de sensibilisation menées (avec DRSSA) afin d'attirer l'attention des acteurs en ce qui concerne les dangers causés par la mauvaise manipulation et utilisation des pesticides chimiques de synthèse. Au total, 357 personnes (Vendeurs de pesticides, maraîchers, agents d'encadrement et de contrôle, gendarmes) dont 14% de femmes ont été sensibilisées ;

La formation réalisée en collaboration avec le projet ASPS a permis de renforcer les capacités de 60 promoteurs sur la maîtrise des normes de sécurité alimentaire et sanitaire et l'usage des pesticides. Un

dispositif de suivi a été mis en place pour la valorisation des acquis. Dans le même lancée et afin d'améliorer la qualité de leur produits, 05 transformateurs appuyés par la FAIA ont été sensibilisés sur des concepts phare tel : BPH¹⁸, HACCP¹⁹)

Mise en relation et appui à la commercialisation des produits et à la prospection des marchés :

Des actions concrètes ont été réalisées et ont permis l'établissement des liens d'affaires solides entre les opérateurs privés des filières riz et maraîchage appuyés. Elles portent sur la promotion de dispositifs de commercialisation groupée, l'organisation et la participation aux actions de promotion des produits (foire agricoles, rencontres d'affaires ; etc.) ?

Filière maraîchage

Dans le cadre de la mise en relation des acteurs, la FAIA a appuyé la mise en place d'une table filière au sein de la filière maraîchage. En effet la faible organisation du secteur de la commercialisation avec une prépondérance des ventes individuelles constitue l'une des principales contraintes de la filière dans le Mono Couffo. Suite à la mise en place de ce cadre de concertation, les acteurs de la filière ont élaboré un plan d'action qui prévoyait l'appui à mise en œuvre du mécanisme de vente groupée des produits maraîchers. A ce titre, deux dispositifs ont été mis en place : (i) pour la commercialisation du chou dans les communes de Lokossa et Athiémé ; (ii) pour la commercialisation du piment dans les communes de Dogbo et Klouékanme. Sur les deux années 2015, 2016 le dispositif a intéressé 170 producteurs et 105 commerçants.

Paramètres	Année	Chou		Piment		total	
		Lokossa	Athiémé	Dogbo	Klouékanmé	Chou	Piment
Périodicité de vente		1 fois/mois	Tous les 3 jours	Tous les 3 jours	Tous les 5 jours		
Nombre de producteurs concernés	2015	H: 23 F: 00	H: 22 F: 03	H: 13 F: 02	H: 10 F: 00	H: 45 F: 03	H: 23 F: 03
	2016	H:27 F: 05	H:35 F: 10	H :23 F: 07	H:15 F: 05	H: 45 F: 04	H: 38 F: 09
Nombre de commerçants concernés	2015	F: 09 H: 00	F: 26 H: 02	F: 15 H: 00	F: 10 H: 00	H: 02 F: 35	H: 00 F: 25
	2016	F: 10 H: 02	F: 06 H: 00	F: 10 H: 00	F: 15 H: 00	H: 02 F: 16	H: 00 F: 25
Superficie emblavée (ha)	2015	7	105	6,36	2,74	157	7,11
	2016	15	90	11,25	5,5	105	16,75
Volume de produit (Tonnes)	2015	24,15	72,71	14,275	4,86	96,86	19,135
	2016	240	125	28,125	9,757	365	37,882
Montant des taxes (FCFA)	2015	13 500	45 800	37 500	17 500	59 300	55 000
	2016	10 200	35 200	32 500	5 500	45 400	38 000
Recettes générées ou chiffres d'affaire(FCFA)	2015	2 944 000	9 379 000	7 722 500	2 614 000	12 323 000	10 336 500
	2016	1 858 000	8 565 200	7 125 000	2 123 500	10 085 000	7 359 000

¹⁸ BPH : Bonnes pratiques d'Hygiène

¹⁹ HACCP : Hazard Analysis Control of Critical Point

La réduction des chiffres d'affaires s'explique, par les difficultés rencontrées sur le marché du Nigéria. A titre d'exemple :

- Pour le Chou en 2015, le sac de 100 kg était vendu entre 8.000 et 15.000 FCFA. En 2016 en raison des difficultés sur le Nigéria et la concurrence des producteurs du Togo, de Djougou, et la qualité des produits (d'attaques parasitaires) les prix ont chuté pour évoluer entre 5000 et 6000 frs. ;
- Pour le piment, l'unité est le sac de 40 kg qui en bonne période se négocie entre 40.000 et 50.000 frs. La campagne 2016, le même sac a été vendu en 8.000 et 10.000 frs à cause toujours des difficultés avec le Nigéria

Filière riz

Les actions de mise en relation et facilitation de l'accès aux marchés se sont déroulées à travers la mise en œuvre d'un accord de financement entre le CRR MC et la Facilité. En effet, dans le cadre du développement de la min-rizerie du CRR, plusieurs activités ont été menées à savoir : (i) formation du personnel de la rizerie ; développement liens commerciaux/contractualisation entre la rizerie, les unions communales et groupements/coopératives villageoises ; la mise en relation avec les fournisseurs d'intrants ; Acquisition d'équipements complémentaires ; amélioration présentation des produits avec l'acquisition d'emballages ; prestations de services décorticage ; Les résultats restent, pour le moment, mitigés. En effet, les volumes objet de transaction sont encore faibles pour le moment, du fait d'un besoin en fonds de roulement non encore satisfait. Le tableau ci-après fait la synthèse des réalisations du CRR à ce niveau :

Années		2013	2014	2015	2016
Riz Paddy en tonnes	Acheté et transformé	12.5	15.5	16.5	10
	Prestation décorticage	2.27	20.97	14.465	5.96
Total paddy transformé		14.77	36.97	30.815	15.96

Mise ne place de systèmes d'informations sur le marché (SIM)

Les activités sur le la mise en place d'un Point d'Information sur la Commercialisation des produits Agricole (PICA) ont été réalisés, il s'agissait en fait de créer les conditions pour une meilleure circulation de l'information sur les prix dans les Départements du Mono Couffo.

Dans la filière maraîchage, le système a connu une évolution avec l'appui d'une ONG PFD et une firme Ghanéenne l'appui technique « ESOKO ». Il a permis aux producteurs maraîcher d'avoir les informations de prix sur les marchés du jour directement sur leur téléphone portable sous forme de SMS. Grâce à ce système 250 abonnés dans le Mono-couffo et 100 dans l'Atacora-Donga (producteurs et commerçants) ont pu bénéficier d'informations à jour sur les prix des produits. Une enquête de satisfaction réalisée sur un échantillon de 103 abonnés. Globalement, les abonnés sont satisfaits des services rendus par ESOKO (plus de 80%). Le système d'information ESOKO a contribué à assurer une transparence du marché des produits maraîchers. Il sert désormais de boussole pour les abonnés lors des négociations de prix des produits entre vendeurs et acheteurs. Si des réflexions sont actuellement en cours pour extension de ce type de service (abonnées et filières), force est de constater que la durabilité pose encore problème. La question ou le défi qui se pose reste et demeure la durabilité de ce système après le retrait des partenaires techniques et financiers.

Appui à l'organisation et participation aux événements en lien avec la promotion des filières

Des actions menées à ce niveau on peut retenir :

En collaboration avec le réseau Agri-ProFocus, une foire agricole dans les départements du Mono Couffo (FAMCO) a été organisé en 2015. La FAMCO a enregistré plus 1120 visiteurs des stands et 75 forains.

Une enquête de satisfaction a été réalisé auprès des forains et a montré que

1. Etablissement des liens d'affaires
 - 65% des visiteurs ont reconnu que la foire a été pour eux l'occasion de nouer des relations d'affaires avec les forains. Ils s'engagent à approfondir lesdites relations.

2. Visibilité/marketing des produits locaux, volume de produits vendus
 - Les visiteurs ont dans leur ensemble déclaré avoir découvert durant la foire des produits locaux diversifiés et de bonne qualité.
 - 84% pour cent des forains ont exposé leurs produits pour la commercialisation.
 - Les ventes effectuées par les forains durant les quatre jours s'élèvent en moyen à 4 921 620 franc CFA.
3. Acquisition de nouvelles connaissances
 - Environ 90% des visiteurs ayant suivi les conférences organisées et ont acquis de nouvelles connaissances surtout en ce qui concerne le thème : l'utilisation des bonnes pratiques agricoles en lien avec la qualité sanitaire des aliments (produits maraîchers, produits transformés, etc.).
4. Niveau de satisfaction des participants à la foire
 - L'évaluation de la foire a fait apparaître que 95 % des forains sont d'avis pour la pérennisation de la foire alors que près de 70% des visiteurs sont satisfaits de l'organisation de cette foire et sont prêts à revenir aux prochaines éditions.

Toujours avec le même partenaire, la FAIA a contribué à l'organisation annuelle des salons Agri finance (03 éditions organisées) avec comme principale focus l'accès aux produits financiers adaptés au secteur agricole.

Dans le même ordre d'idée, cinq (05) promoteurs ont été accompagnés dans la participation à la foire de l'indépendance. Les résultats de vente se présente ainsi.

	<i>ESOP</i>	<i>CRR</i>	<i>Mahoulé</i>	<i>ASPEL</i>	<i>Déodat</i>
Quantité vendue	10T 850 kg	915 kg	100 bocaux	130 produits	318 produits
Chiffre d'affaires réalisé (FCFA)	6.332.000	435.750	101.150	66.400	255.000
Coûts de participation (FCFA)	1.237.100	71.950	63.500	16.400	34.000

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Outcome : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga.

Les outputs ont contribué à l'outcome de la façon suivante :

Output 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris

- Les analyses et diagnostics économiques territoriales au niveau des communes ont contribué à une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les PDC.
- Les Plans de développement des filières ont été réalisés pour les trois filières soutenus par le programme.
- Les cadres de concertations de niveau communal et régional ont été mise en place pour permettre un dialogue et concertation autour de mise en œuvre des PDC et Plans de développements des filières.
- Les mécanismes de financement des investissements structurants ont été validés en respectant les besoins et priorités des organisations professionnelles des agriculteurs (OPA).
- Les OPA et les CARDER ont mis en place des services de conseil de gestion à l'exploitation familiales, le conseil de gestion des organisations professionnelles et les conseils techniques spécialisés.

Tous ces aspects des services d'appui conseil, de concertation et des documents d'orientation agricoles ont contribué à l'amélioration des conditions de développement des filières.

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières.

- Le financement des Investissements communaux a contribué à l'augmentation de la production suite aux aménagements hydroagricoles, de la commercialisation des productions par la construction des magasins, des boutiques, hangars et des pistes d'accès.

Ces investissements ont contribué aux conditions de développements des filières favorables suit à une meilleure productivité, accès et stockage des produits agricoles. Pour l'exploitation, gestion et entretien des infrastructures des contrats ont été signés avec les communes.

Output 3 : Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention

- Le financement de microprojets (MIP) a facilité l'accès à l'équipement et au conseil technique et conseil de gestion et à permit de satisfaire en partie les besoins en infrastructures dans les filières riz et maraîchage.
- Le financement de 10 projets d'entrepreneuriat agricole (PEA) a facilité aux promoteurs l'amélioration de leurs chiffres d'affaires et pour leurs clients, l'accès aux intrants, l'accès aux services de la transformation ainsi que des services de labour. Les PEA ont aussi créée de l'emploi dans les filières riz anacarde et maraîchage.

Les MIP et PEA à travers leurs activités et services créent un environnement favorable au développement des filières par les acteurs des filières.

Output 5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable leurs organisation /structuration et accèdent à des meilleurs services de leurs organisations

- La structuration, l'organisation et le renforcement des capacités des OPA ont permis la mise en place par ces dernières des services orientés vers l'augmentation de la production (approvisionnement en intrants, appui conseil) et des revenus (vente groupées) ;
- Le renforcement des capacités techniques des bénéficiaires contribue à l'augmentation des rendements, de la production et des revenus.

Ces appuis combinés contribuent à une promotion et développement des filières agricoles.

Output 6 : La compétitivité et l'accès des productions aux marchés est assuré grâce à la promotion des filières agricoles

- Le renforcement des liens (contractualisation, concertation) entre les acteurs filières et avec les IMF ont permis de développer des partenariats gagnant-gagnants qui s'inscrivent dans la durée. De plus ces partenariats garantissent la fourniture des produits conformes aux normes de qualité exigées par le marché.
- L'organisation des foires par les acteurs, la participation aux salons nationales et internationales, les appuis au marketing des produits ont contribué à un meilleur positionnement des produits sur le marché.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? *Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?*²⁰

Plusieurs facteurs ont influencé la mise en œuvre de la FAIA. Parmi ces facteurs on peut retenir :

- Le faible tissu des prestataires, bureaux d'études et de contrôle pour la construction des infrastructures et aménagements a eu comme effet que les investissements communaux n'ont pas suivi les normes de qualité en vigueur. La conséquence a été les infrastructures mal conçues, mal exploitées et n'ont pas atteint des résultats escomptés en terme de revenus pour les exploitants et pour les communes.
- La forte politisation des communes ayant comme conséquence d'une vision « court terme » de construction des infrastructures visibles au détriment des projets comme d'aménagements et de développement des filières agricoles avec des résultats à plus long terme.
- La forte propension de l'Etat à prioriser les besoins de la filière cotonnière affecte la promotion et le développement des autres filières. L'appui-conseil et les autres services de l'Etat (approvisionnement en intrants) sont orientés prioritairement vers la filière cotonnière. Pour parer à cela des dispositions ont été prises pour faciliter aux OPA l'accès à un appui-conseil de qualité (recrutement animateur par filière) et l'accès à des semences et intrants spécifiques de qualité.
- Les politiques au niveau national notamment celle portant sur les subventions sur les intrants et autres dons ont eu une influence négative dans les actions de promotion des filières menées par l'intervention. Cela concerne particulièrement la filière riz pour laquelle, les subventions sur les semences ne contribuent guère à l'émergence d'un secteur semencier viable. Les politiques

²⁰ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

de stimuler la consommation locale et de décourager les importations et donc de riz n'ont pas été suffisamment mise en œuvre. Des plaidoyers dans ce sens sont en cours avec le CCRB et la PNOPPA.

- Le rendement dépend de la conjonction de plusieurs facteurs non maîtrisés tels : la pluviométrie, la disponibilité des intrants (semences, engrais) en qualité/ quantité et à de bons prix, la main d'œuvre, etc. La conséquence est que les rendements sont très variables d'une année à une autre.
- La variabilité climatique et les attaques parasitaires qui ont influencé énormément les rendements et productions.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

- Le rapport d'évaluation à mi-parcours de la FAIA a mis en avant certains effets négatifs sur l'environnement :
 - La non prise en compte de la loi sur la mise en culture des berges des cours d'eau induisant un développement du maraichage sur ses espaces aggravant les défriches de berge et induisant une érosion et un ensablement des lits des rivières ou des infrastructures de retenues d'eau ;
 - Multiplication des outils d'exhaure de l'eau pour le maraichage, que les promoteurs utilisent à des fins d'extension de leurs surfaces, induisant des assèchements prématurés des eaux de surface ;
 - Non prise en compte pour le maraichage des espaces de productions (Rural / Urbain).
- La résistance des CRR/CRM dans l'accompagnement des groupements dans leur transition en coopératives. La mise en conformité des groupements avec la loi OHADA a connu beaucoup de résistance dans le Mono Couffo et a retardé la structuration et organisation des filières. Les groupements et associations ont perçu le changement comme une mesure de contrôle et d'implication du Ministère dans leurs activités. Le CRR et CRM sont à ce jour encore inscrit au niveau de la préfecture en association selon la loi d'associations de 1901.
- Le fort individualisme dans le Mono Couffo qui impacte négativement le fonctionnement des nouvelles coopératives mise en place.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Genre

La Facilité s'est inscrit dans l'objectif du Plan d'action « Genre » du secteur agricole qui veut contribuer à la réduction des inégalités entre hommes et femmes dans le secteur pour un développement équitable et durable.

La stratégie retenue dans la mise en œuvre opérationnelle de la FAIA a été de faciliter un meilleur accès et contrôle des femmes aux services et biens par une amélioration des besoins pratiques (à travers le financement des MIP) afin de renforcer par la suite leurs intérêts stratégiques (participation aux comités de décisions) à terme dans les trois filières appuyées.

Cela a notamment été pris en compte par :

- L'accès à l'information adapté (annonces radio) aux femmes sur les opportunités de financement des (micro)projets ;
- La mise en place pour le financement des MIP des budgets, des critères et des taux favorables pour faciliter l'accès des femmes au financement. 21% des microprojets ont été finalement destinés uniquement aux femmes. Le faible taux s'explique par le faible accès à la terre dans le Mono Couffo et la faible structuration en coopératives.
- Le financement des Projets d'entreprenariat agricole (PEA) de transformation en riz (étuvé), et d'anacarde qui concernent et emploient surtout les femmes. Les PEA dans l'Atacora Donga emploie actuellement 10 femmes en permanences et dans le Mono Couffo 9 permanentes et 49 temporaires.
- La structuration des filières en coopérative est unions des coopératives qui facilitent l'accès aux services et financement pour les femmes ; pour ce qui concerne les 58 coopératives de riz immatriculé 299 des 625 membres sont des femmes (48%). Pour ce qui concerne les 103

coopératives de maraichage immatriculés, 639 membres du total de 1193 sont les femmes (54%). La sensibilisation et formation des conseils d'administration et des assemblées générales pour la prise en compte des femmes dans leurs instances a permis une augmentation des femmes dans ces instances. En moyenne (toutes filières confondus) dans le Mono Couffo 21% des membres du conseil d'administration sont des femmes et 19% du bureaux exécutif. Dans l'Atacora Donga il s'agit de 34% du conseil d'administration sont les femmes et 6% du bureau exécutif.

- Les dispositifs de vente groupée. La vente groupée intéresse aussi et surtout les femmes commerçantes. Pour la vente groupée de produits maraichers, 41 ont été des commerçantes femmes contre 2 commerçants hommes.
- Par la facilitation de l'accès à la terre notamment à travers l'établissement de partenariats public privé donnant l'autorisation d'exploitation de bas-fonds financé par les investissements communaux par les femmes. La construction de plusieurs infrastructures comme les hangars (375) et boutiques de ventes (34) au marchés a contribué à l'augmentation des revenus des femmes ainsi qu'à une amélioration des conditions de travail.

La Facilité a aussi appuyé tous les années l'organisation de la journée internationale de la femme de 8 mars à travers les informations, débats, films etc. Elle a également facilité la participation des femmes aux foires de promotion des produits nationales comme internationales.

Cependant, le turnover des agents de l'Etat, dont ceux en charge de la promotion du genre, constitue une des faiblesses pour pérenniser les acquis, obligeant à recommencer le coaching et le renforcement des capacités des nouveaux entrants. Les réseaux et ONG des femmes sont pour leur fonctionnement dépendant des subventions des tiers ce qui ne permet pas une continuité des actions non plus.

Environnement

L'environnement a été abordé également notamment à travers les principaux instruments de financement des MIP, PEA et IC. Les projets (MIP, IC, PEA) démontrant un impact environnement positif sont plus favorablement analysés par les instances d'attribution.

L'un des 53 microprojets financés est spécialisé dans la fabrication de compost à partir de la bouse de vache. Le compost est par la suite vendu aux producteurs maraichers. Des tests sont en cours avec l'irrigation solaire.

Dans le cadre de financement des PEA, des foyers améliorés utilisant notamment la paille et son de riz dans les techniques d'étuvage et des séchoirs solaires. La fabrication des briquettes à base de son de riz est en phase de test également par le PEA « sourou bayayé » dans l'Atacora Donga.

La seule entreprise de production parmi les PEA appuyées par l'intervention a été sélectionnée entre autres raisons, pour son orientation dans la production organique maraichage « BIO », c'est-à-dire exempte de l'usage de pesticides et d'engrais chimiques.

En collaboration avec l'ASPS et la DRSSA, des formations ont été organisées à l'intention des promoteurs sur l'utilisation plus rationnelle des intrants en vue, des bonnes pratiques d'hygiène de la préservation de la santé humaine et de l'environnement.

Cependant il y a nécessité de l'adoption d'une d'agriculture intelligente face au climat, un besoin d'appréciation des impacts des changements. Ce qui permettra de proposer des thèmes de renforcement des capacités des systèmes agricoles à mieux contribuer à la sécurité alimentaire, et à la création de la richesse.

Le recensement effectué en 2015 a permis de dénombrier 95 distributeurs ou vendeurs de pesticides parmi lesquels seuls quatre (04) sont agréés. En outre le recensement a aussi permis de remarquer que sur près de deux cent deux (202) matières actives identifiées seules cinquante-quatre (54) étaient homologuées. Afin de limiter les effets néfastes de cette situation, un dispositif de parrainage a été mis en place. Il a consisté à placer les distributeurs non agréés mais régulièrement enregistrés, sous la tutelle de ceux agréés (promoteurs PEA+ FAIA), en vue de leur proposer un accompagnement approprié.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération?

Chaque année la FAIA (ensemble avec les autres interventions agricoles du programme) ont reçu soit une mission de suivi soit sous forme de backstopping, soit une évaluation. Trois audits conjoints (2013, 2014, 2016) dont un réalisé par la Cour des Comptes (2014) ont eu lieu. L'audit de 2016 a passé en revue la période 2013 à 2015.

La mise en œuvre des recommandations de ces backstoppings, évaluations et audits ont été suivi à travers l'élaboration des plans de mise en œuvre des recommandations. Les plans ont été approuvés par les SMCL et leur mise en œuvre a été suivi à travers l'outils de planning et suivi opérationnel trimestriel (monitoring opérationnel ; MONOP). Chaque semestre et chaque année un rapport est réalisés et mise à l'approbation du SMCL.

Des missions backstopping il ressort :

- L'adaptation du cadre logique par une intégration des deux résultats de la Fafa/MC harmonisés avec ceux de la Fafa/AD dans le cadre logique de la FAIA permettant une continuité des résultats de la Fafa/MC en terme d'appui aux organisations agricoles et de mise en marché de leurs produits : L'intégration du quatrième résultat (mécanismes de financement) dans les résultats d'AIMAEP I.
- De déconcentrer les décisions et de gestion opérationnelles de la FAIA aux responsables des facilités de niveau régional ;

Ces recommandations ont été pris en compte et ont contribué fortement au fonctionnement de la FAIA et à la continuité des activités de la Fafa/MC

La seconde backstopping s'est déroulée en 2014 avec comme thème central, le passage en revue de l'état d'avancement des résultats/activités en faisant ressortir les points à capitaliser dans le cadre de la formulation du nouveau programme agricole PROFI.

De l'évaluation à mi-parcours :

Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont été formulé ainsi :

- Nommer un pilote unique au sein de l'équipe (UAC) pour suivi /finalisation et capitalisation des études
- Reformuler le résultat (être plus explicite, et opérer une réduction/ reformulation des activités qui y concourent) ; cette recommandation n'a pas été mise en œuvre.
- Programmer de façon prospective les enveloppes par Communes, domaines, types de projets, et entamer une communication en cohérence avec cette approche (communication proactive) à destination des bénéficiaires potentiels : Elaborer et vulgariser le manuel
- Concentrer les efforts et les compétences sur les projets communaux avec une action très précoce de communication auprès des Communes (en parallèle avec les projets en cours) pour préparer la « seconde vague » d'investissements
- Renforcer techniquement le processus d'identification, de programmation et de montage des investissements pour les IC 2014-2015
- Renforcer les capacités des Communes en matière d'analyse de la viabilité financière, maintenance et entretien des infrastructures
- Standardiser les dossiers simples, par l'introduction d'indicateurs synthétiques (TRI, ...)
- Poursuivre l'élaboration des outils : procédures opérationnelles, plan d'affaires FNDA, institutionnalisation
- Appuyer la mise en place des mécanismes de financement publics (mécanisme transitoire et FADeC Agriculture) Poursuivre les actions d'appui à la conception /mise en place du FADeC agriculture comme suit : cadre de concertation MAEP / MDGLAAT (CONAFIL), manuel de procédures

Toutes les recommandations à l'exception du deuxième, ont été prise en compte. La deuxième n'a pas été prise en compte car l'équipe a estimé qu'un troisième changement du cadre logique allait créer de

la confusion au niveau des équipes et partenaires. En plus les actions formulées dans le résultat ont été jugées pertinentes.

De l'évaluation final :

- La mise en place des tables filières /interprofessions comme moteur de faire fonctionner les filières et chaîne de valeurs ajoutées inclusive spécifiquement pour les femmes.
- D'éviter le saupoudrage de financement des MIC/PEA et IC par le renforcement de mise en relation (approche cluster) dans les bassins de production et par une meilleure implication des OPA dans le choix des IC ;
- Améliorer les flux financiers entre le FADEC Agriculture et les communes ;
- Meilleure utilisation de la cartographie comme outil de création de vision et de construction de la filière et pour permettre un dans le planning des interventions et
- Meilleure prise en compte de l'environnement est actions de résilience climatiques ;
- Mettre en place d'un système de pérennité des actions des OPA (services payants) ;
- Renforcement des capacités des OPA, prestataires privés, communes et CARDER en lien avec leur mandat.
- Meilleure prise en compte du genre selon les principes de « gender mainstreaming »

La plupart des recommandations ont été prise en compte dans FAIA et dans la formulation et mise en œuvre du programme agriculture.

Le système de M&E n'a pas très bien fonctionné. Le manuel more-results n'a pas encore été opérationnel au moment de la formulation et démarrage de la FAIA. L'étude de base a été réalisé tardivement par un consultant externe. Il a été très complexe et difficilement exploitable. Des problèmes de démarrage (cf résultats conclusions backstopping) et départ précoce des responsables de la FAIA, le RAFI et de l'AT SE n'ont pas permis de réaliser des indicateurs réalistes et réalisables. Des indicateurs d'autres interventions Fafa/AD et PROFI ont été finalement utilisé pour plus au moins renseigner les matrices de suivi de la FAIA.



3 Durabilité

3.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Des bases sont jetées pour tendre vers une durabilité. En effet les fonds d'investissement structurants communaux ont suivi le dispositif National du FADEC-Agriculture et une convention a été signée avec la Commission Nationale des Finances Locales dans le cadre du suivi du dispositif. Les comités de (pré)sélection, d'attribution et de suivi ont ainsi gagné en expérience de la mise en œuvre du dispositif. L'abondement du fonds « FADEC Agriculture » et l'extension vers les autres régions par les ressources de l'Etat est en cours depuis 2016. Ce processus est accompagné par le programme PROFI de la CTB.

Les études et diagnostics économiques territoriales (DET) et Diagnostics Organisationnelles et Institutionnelles (DIO) pour chaque commune (25) ainsi que les Diagnostics Organisationnelles et Institutionnelles (DIO) ont contribué à une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les Plans de Développement Communaux. Les communes semblent tous convaincu de l'intérêt économique de l'agriculture pour les communes car les budgets et les investissements sont de plus en plus consacré à l'agriculture.

La professionnalisation des OPA en coopérative leur permet de développer des services économiques et d'en tirer profits (rémunération) pour leurs membres ; ce qui n'était pas le cas au moment où elles avaient le statut d'association régie par la loi de 1901. Cependant ce processus doit être encore accompagné et renforcé.

Par ailleurs, les OPA partenaires ont acquis des capacités et développé des compétences dans certains domaines dont notamment le plaidoyer, les négociations commerciales, les passations de marché, la planification, le suivi-évaluation des activités, la recherche de financement. Quelques services économiques ont été développés à l'endroit de leurs membres. Cependant les OPA n'ont pas encore pu atteindre une autonomie financière conséquente et sont encore très dépendant des appuis externes.

Le financement des MIP/PEA ont pour la plupart pu générer des revenus, ont créés des emplois et ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter.

Extrait du rapport d'évaluation, en ce qui concerne les micro-projets : « Les MIP ont de multiples impacts positifs (amélioration de la production, des rendements, de la diversité des activités, de l'amélioration des revenus, ...) » « ... dont un nombre important est pour leur part financièrement durable. Les porteurs de microprojets parviennent à reconstituer les fonds de roulement et ainsi pérenniser leurs activités. »

Nonobstant les effets positifs, quelques MIP et PEA n'ont pas pu se réaliser comme prévu. Il s'agit souvent des problèmes d'accès à l'eau (débit, profondeur,) d'accès aux intrants et à la matière première, faible entretien d'équipements.

Les risques pour ce concerne la durabilité économique et financière de financement des MIP/PEA réside dans les capacités des instituts de financement (IMF/Banques) et du Fonds National de Développement Agricole de prendre la relève du financement des acteurs des filières. Les IMF ont été fortement impliqués dans le dispositif et ont cofinancés avec succès un certain nombre de PEA. Il n'est pas certain qu'ils continuent de le faire à 100% et sans accompagnement d'un projet/programme. Il a été supposé que le FNDA pour prendre la relève de financement des MIP, mais sa mise en place prend du retard suite aux plusieurs changements et réformes au niveau du Ministère.

Pour ce qui concerne ce concerne la durabilité économique et financière de financement des Investissements communaux, ils dépendent également de la volonté politique d'abonder le FADEC-Agriculture et d'investir dans l'accompagnement du dispositif. Il s'agit d'un accompagnement à la maîtrise d'ouvrage communal, d'un accompagnement technique et en intermédiation sociale entre les

utilisateurs /exploitants des infrastructures et les communes pour élaborer des contrats public-privé.

3.2 *Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?*

L'un des principes de la FAIA a été le portage des activités par les bénéficiaires/groupes cibles et de la responsabilisation et implication des partenaires. Ce principe a largement contribué à l'appropriation des actions de la Facilité par ces derniers. A ce titre, on peut noter :

- ✓ La maîtrise de communes et de leurs associations du processus du FADEC-Agriculture. En effet les communes des deux régions sont devenues des personnes ressources pour d'autres communes moins expérimentés dans la mise en œuvre du dispositif. Nous constatons également une amélioration dans la qualité des documents de passation des marchés publics. Un effort reste à faire pour que les exploitants se sentent responsables pour les investissements. Les clauses des contrats en terme de cotisations, redevances et entretien ne sont souvent respectés.
- ✓ Du point de vue organisation des acteurs, les OPA appuyées par la FAIA se sont inscrites dans une démarche d'appropriation du processus de structuration de leurs organisations. Les réflexes de bonne gouvernance, notamment la tenue des rencontres statutaires pour rendre compte aux membres sont améliorés au sein des OPA. Cependant les services développés sont encore fragiles et demandent encore un accompagnement technique et financier. Quelques tests ont été réalisés pour les services d'appui conseil technique payants.
- ✓ Les promoteurs des MIP et PEA ont reçus des accompagnements des PSNF dans le cadre de l'appui au montage des projets bancables, l'appui à la mise en place des outils de gestion et de suivi. La plupart des promoteurs tient un minimum des cahiers à jour. Les PSNF ont été financés par la facilité et les prestations ont été subventionnés. Cependant nous constatons que quelques PSNF se sont installés dans la région aux services des populations. L'Etat prévoit installer des agences d'appui à la promotion des filières. Ces agences peuvent contractualiser les services des PSNF. Le FNDA prévoit également le financement des services non financiers. Les PSNF expérimenté grâce au travail réalisé avec la Facilité leurs permettra de bien se positionner à sur ces marchés.



Des risques subsistent cependant en matière de pérennisation des acquis. Le personnel des communes connait une forte mobilité suite entre autres aux élections municipales. Il est donc nécessaire que le FADEC-Agriculture soit accompagné par un appui technique. Cet appui peut être organisé à travers l'association des communes et peut être financé en partie par les redevances et taxes locales récupérés suite au développement agricole et les infrastructures structurantes.

Les OPA ne disposant pas toujours des ressources financières nécessaires pour assurer l'ensemble de leurs dépenses de souveraineté. Les services économiques et payants doivent être renforcés et les OPA doivent développer des stratégies réalistes de mobilisation de ressources. La facilité a commencé cette réflexion avec les OPA.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Les principaux enseignements tirés sont résumés dans le tableau ci-après :

Enseignements tirés	Public cible
Par rapport au résultat 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris	
Les différents types de services d'appui conseil sont fournis par plusieurs structures (ONG, Projets/Programmes/ Ministère/ OPA) sans réelle concertation et/ou coordination. Ils sont souvent élaborés par « un offre » au lieu de les faire selon les réels besoins des utilisateurs. Il faut prendre le temps pour cartographier les appuis conseils déjà réalisés, les besoins des appuis conseils par type d'acteur (femmes), harmoniser (un minimum) de contenu des outils, et bien coordonner selon les rôles dévolus des structures intervenants. Ceci pour éviter que les acteurs reçoivent plusieurs visites pour le même type d'appui conseil. Mettre l'accent sur les outils d'appui conseil et leur utilisation ainsi que l'effet sur la prise de décision au lieu que sur les chiffres renseignés dans les outils.	MAEP/DDAEP
Les études DET et DEL ont déclenché une conscientisation des communes sur les potentiels économique de l'agriculture pour le développement des communes.	Communes
La contractualisation « public-privé » entre les communes n'a pas beaucoup de poids (souvent pas respecté) ; il est plus important de bien identifier les utilisateurs expérimentés qui exploitent de façon économique les investissements et qui seront par la suite plus à même de respecter les clauses du contrat	Communes
Par rapport au résultat 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières	
Il faut une implication forte des OPA dans la présélection, sélection des infrastructures et même dans les DAO (spécificités /caractéristiques des besoins du bureau) et attribution des marchés ;	Communes
Il faut identifier les futurs exploitants, les modes de gestions et discuter les contrats avant de commencer les réalisations ;	Communes
Les sites à aménager déjà exploités ont plus de succès que les sites non-exploités	Communes
Il faut une articulation entre le Dispositif FADEC-Agriculture et les dispositifs de financement des MIP/PEA (FNDA) pour plus de synergie entre les financements publics/privés.	CDAV
Il faut que les exploitants des (nouvelles infrastructures) reçoivent également un appui d'accompagnement technique, financier et de gestion pour une exploitation rationnelle des sites/infrastructures	Communes /PTF/OPA
Il faut des études de faisabilité économique/ technique / environnemental de meilleure qualité (malgré des études, plusieurs échecs)	Communes
Il faut que les communes respectent également leurs clauses de contrats surtout pour ce qui concerne l'entretien des sites/infrastructures. Prévoir une ligne dans le budget de l'Etat	Communes
Il y a un faible connaissances et maîtrise des données technico économiques permettant une bonne analyse de faisabilité des aménagements	PROFI
Par rapport au résultat 3 : Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	

Enseignements tirés	Public cible
Les IMF sont encore retissant de cofinancer les actions de l'agriculture suite aux risques élevés (climats, prix volatiles, etc). Une implication dans l'analyse des projets, dans les rencontre de bilan des résultats pendant au moins une campagne ainsi que la garanti d'accompagnement technique par le projet sont des facteurs qui les permet de « tester » et de gagner en expériences de financement du secteur agricole.	PROFI
Il faut un ciblage des MIP/PEA dans les zones de production et autour d'un agrégateur qui tire la production pour ainsi créer des dynamiques (clusters) dans une zone donnée.	PROFI
Il n'existe pas un large tissu des petits et moyens entrepreneurs dans la zone d'intervention du programme. Tous les PTF appuient les mêmes entrepreneurs (shopping); Il leur manque de capital et d'expertise de monter d'une microentreprise à un petit/moyen entreprise.	PROFI
Il n'existe pas un vraie plateforme d'appui aux entrepreneurs en terme de renforcement des capacités techniques et de gestion ; les bureaux d'appui recruté pour cette appui ont été eux même de faible qualité	PROFI
Il y a un faible maitrise et connaissances en général des données technico-économique pour réaliser les plans d'affaires réalistes	
Par rapport au résultat 5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable leurs organisation /structuration et accèdent à des meilleurs services de leurs organisations	
Il faut commencer à développer des services (économiques) en même temps que le processus de structuration. Ceci est source d'apprentissage pour les coopératives en construction et peut convaincre les producteurs plus facilement de devenir membre.	PROFI
Il faut veiller à un minimum de consensus entre les différents acteurs (OPA, CARDER et la facilité) et en prenant le temps qu'il faut pour conduire à terme un processus de structuration pour éviter les coopératives opportunistes	Tous
La volonté, l'engagement et la disponibilité des OPA constituent des facteurs déterminants pour la réussite de la structuration. Il est donc nécessaire de fournir des outils d'aide à la décision à la portée des acteurs, tout comme initier des échanges/dialogues dans le respect mutuel qui favorisent la valorisation des compétences/expériences locales. Ceci en tenant compte également du rythme /capacité de changement des acteurs concernés.	PROFI OPA
La culture entrepreneuriale dans les OPA n'est pas encore une réalité. Le fonctionnement des coopératives reste donc un défi majeur à relever. Un autre défi consiste à induire un changement de comportement avec le passage d'une gestion court terme vers une projection sur le moyen/long terme. ;	OPA
Par rapport au résultat 6 : La compétitivité et l'accès des productions aux marchés est assuré grâce à la promotion des filières agricoles	
La structuration des OPA est une condition pour le développement des services adaptés aux membres avec des économies d'échelle et ouvre des opportunités (accès au financement, vente groupée, renforcement de la visibilité) ;	PROFI OPA
La vision orientée marché permet aux OPA de mieux dimensionner leurs productions et d'obtenir des contrats de production rémunérateurs et durables ;	OPA
Les circuits de commercialisation, prix, enjeux, doivent être bien connus et maîtrisés ; les prix et marchés peuvent être sensibles aux politiques des pays (subventions) et des pays voisins (protectionnisme). Les OPA n'ont pas toujours une bonne connaissance du marché	OPA
Il faut un environnement propice pour la commercialisation des produits ; les subventions, importations, raquettes, douanes ne favorisent pas la commercialisation.	MAEP
Par rapport aux aspects horizontaux/gestion :	
Il faut veiller à ne pas perdre le sens que l'intervention doit être centré sur le Développement en ayant des procédures adaptées et réfléchies facilitant la mise en œuvre des activités ;	CTB

Enseignements tirés	Public cible
L'exécution de la FAIA a créé beaucoup de confusion au début de sa mise en œuvre ; plusieurs ajustements ont été nécessaires point de vu gestion du personnel, adaptation du cadre logique etc. Aussi du faite que plusieurs conventions ont été géré en même temps et que les responsabilités n'ont pas été bien discutés (responsables au niveau nationales versus responsables au niveau régionales)	CTB
Le système de suivi-évaluation doit être simple et réaliste basé sur des données déjà disponibles	PROFI
La durée de la convention a été trop court ; il a pris pratiquement une année pour le recrutement de tous le personnel ; veille à ce que le personnel soit en place avant démarrage du programme	CTB

4.2 *Recommandations*

Partant des enseignements retirés tout au long de la mise en œuvre du projet FAIA

N°	Principales recommandations	Acteur responsable
1	Il faut éviter de faire exécuter des conventions CTB en parallèle (FAIA/ Fafa/ AIMAEP I/ PROFI)	CTB
2	Veiller à une appropriation du DTF par l'ensemble des acteurs (cadre technique et partenaires) ; Meilleure implication dans l'élaboration ; Réaliser des DTF dans les grands lignes (objectifs/résultats) et laisser les activités au niveau des équipes terrain.	CTB
3	Prolonger la durée de mise en œuvre de projets pour permettre plus de temps pour le démarrage (recrutement personnel, baseline, logistiques..)	CTB
4	Poursuivre les activités/ résultats FAIA pour améliorer la durabilité et pérennité des activités surtout pour ce qui concerne la structuration et le développement des services (pour un marché) par les OPA ; mettre plus d'accent sur la mise en relation (horizontale entre (maillons) des OPA et verticale avec faitières et interprofessions ; Plus de relations entre structures et intervenants dans le secteur (OPA, Communes, MAEP,..)	PROFI
5	Poursuivre le renforcement des partenaires OPA notamment sur les aspects développement de l'esprit coopératif et l'accès au financement (banques, fonds de roulements, ...)	PROFI
6	Mettre le focus sur la coordination des intervenants (stimuler les cadres de concertation) par les structures déconcentrés de l'Etat	PROFI
7	Alléger les procédures de marchés publics et des conventions de subsides adaptées aux partenaires et groupes cibles	CTB
8	Plaidoyer auprès du MAEP sur des politiques qui défavorisent les filières subventions / importations/ faible accès aux intrants spécifiques/	PROFI



PARTIE 2.
SYNTHESE DU MONITORING
(OPERATIONNEL)

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

5 Suivi des décisions prises par la SMCL

Suivi de mise en œuvre des recommandations en lien avec la FAIA/PROFI/Volet opérationnel ; situation septembre 2016

Recommandations	Responsable	Délai	Statut
Capitaliser les bonnes pratiques des MIP-PEA dans le cadre de l'opérationnalisation du FNDA	UFAI/UFR/UAC	Sept 2016	Réalisé
Procéder à la relecture de la baseline PROFI VI en lien avec le recentrage et la baseline PROFI VO ²¹	UFAI /UFR/UAC	Avril 2016	Réalisé
Attribuer et assurer la mise en œuvre des derniers financements des MIP et PEA (CS FAIA et FAFAAD)	UFR	Mi-juin 2016	Réalisé
Capitaliser les différentes expériences, outils, approches, (MIP ²² , IC ²³ , ventes groupées, anacarde bio, CAM ²⁴ , SIM Esoko ²⁵ ...) ... en vue d'une large diffusion et utilisation par tous les acteurs des filières et du volet opérationnel du programme agriculture	UFR / UAC	Juin 2016	Réalisé
Inviter les préfets à mobiliser les maires pour leur participation effective aux réunions de CTOS (1 fois par semestre)	UFR	Juin 2016	Réalisé
Appuyer la préparation, puis participer et évaluer les comités communaux et régionaux de présélection, sélection dans l'identification, la formulation et le suivi de la mise en œuvre des projets d'investissements communaux	UFR	Décembre 2016	Réalisé
Réaliser une mini étude de l'IC Gadamè/Comè pour analyser son exploitation durable et sa viabilité financière/économique	PROFI/ UFR MC ²⁶	Décembre 2016	Réalisé
Inventorier les équipements qui ne sont plus utiles au PROFI (régie et PIP), et les affecter en priorité aux CARDER en tenant compte de leurs besoins (y compris les véhicules) puis en seconde priorité au MAEP central.	UAC/RAFi	Juin 2016	Réalisé
Faire une communication claire à l'endroit des communes pour signifier que seuls les IC qui vont connaître un début d'exécution au plus tard en mai seront autorisés et cela pour permettre une clôture de la FAIA en fin décembre 2016.	UAC / FAIA	Fin mars 2016	Réalisé
Mettre à la disposition des membres de la SMCL une synthèse des fiches « chains de valeurs ajoutés » pour contribution et approbation. Afin de ne pas bloquer la mise en œuvre, il a été demandé aux UFR de continuer les actions en cours.	UAC et UFR	Avril 2016	Réalisé

²¹ Programme d'appui aux Filières agricoles Volet Opérationnel

²² Micro-projets

²³ Investissements Communaux

²⁴ Champs d'Apprentissage Maraîchers

²⁵ Système d'Information sur les prix des produits agricoles au niveau des marchés

²⁶ Unité Fonctionnelle Régionale Mono/Couffo

6 Dépenses

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **I01** Year to month : 30/06/2017

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2017				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2016	Q1	Q2	Q3				
A Les conditions		7.788.078,00	7.755.641,73	3.074,47	-226,10		2.848,37	7.758.490,10	29.587,90	100%
01 Qualité et l'accessibilité des		393.346,00	393.347,44					393.347,44	-1,44	100%
	01 Définition de stratégies de	COGEST	201.349,00	201.349,43				201.349,43	-0,43	100%
	02 Concertation pour	COGEST	15.311,00	15.311,14				15.311,14	-0,14	100%
	03 Renforcement des	COGEST	145.021,00	145.021,45				145.021,45	-0,45	100%
	04 Renforcement des	COGEST	31.665,00	31.665,42				31.665,42	-0,42	100%
02 Les communes réalisent		3.970.792,00	3.933.920,04	10.294,31			10.294,31	3.944.214,35	26.577,65	99%
	01 Identification des besoins	COGEST	29.733,00	29.733,35				29.733,35	-0,35	100%
	02 Accompagnement des	COGEST	3.447.890,00	3.425.024,17	10.294,31		10.294,31	3.435.318,48	12.571,52	100%
	03 Accompagnement des	COGEST	1.261,00	1.260,60				1.260,60	0,40	100%
	04 ATN et expertises en appui	REGIE	348.017,00	348.379,51				348.379,51	-362,51	100%
	05 Accompagnement des	REGIE	97.443,00	90.005,79				90.005,79	7.437,21	92%
	06 Audits des Investissements	REGIE	46.448,00	39.516,62				39.516,62	6.931,38	85%
03 Les initiatives porteuses de		1.802.858,00	1.807.293,48	-7.219,84	-226,10		-7.445,94	1.799.847,54	3.010,46	100%
	01 Mise en place du dispositif	COGEST	64.893,00	64.892,67				64.892,67	0,33	100%
	02 Renforcement de l'offre de	COGEST	129.449,00	129.449,42				129.449,42	-0,42	100%
	03 Accompagnement des	COGEST	44.429,00	44.428,64	0,00		0,00	44.428,64	0,36	100%
	04 Accompagnement des	COGEST	1.122.385,00	1.119.148,19	-7.219,84	-226,10	-7.445,94	1.111.702,25	10.682,75	99%
	REGIE	5.143.010,00	5.149.188,84	-9.638,36	-133,62		-9.771,98	5.139.416,87	3.593,13	100,00
	COGEST	5.856.990,00	5.830.977,02	3.051,06	-272,54		2.778,51	5.833.755,53	23.234,47	100,00
	TOTAL	11.000.000,00	10.980.165,86	-6.587,30	-406,16		-6.993,46	?	26.827,60	100,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 27/07/2017

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **I01**
 Currency : **EUR**
 YtM :

Year to month : 30/06/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2017				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2016	Q1	Q2	Q3				
05 Assistance technique		REGIE	186.240,00	186.240,34				186.240,34	-0,34	100%	
06 Suivi / évaluation du		COGEST	18.045,00	18.044,63				18.044,63	0,37	100%	
07 Appui aux Services Non		REGIE	237.417,00	245.089,59				245.089,59	-7.672,59	103%	
04 Des mécanismes			1.120.866,00	1.120.865,88				1.120.865,88	0,12	100%	
01 Appui à la mise en place du		COGEST	165,00	165,25				165,25	-0,25	100%	
02 Appui institutionnel au		COGEST	31.379,00	31.378,82				31.378,82	0,18	100%	
03 Appui à la mise du FADec		COGEST	35.220,00	35.219,86				35.219,86	0,14	100%	
04 Renforcement des		COGEST	17.144,00	17.144,42				17.144,42	-0,42	100%	
05 Assistance Technique		REGIE	991.676,00	991.675,83				991.675,83	0,17	100%	
06 Expertises ponctuelles		REGIE	45.282,00	45.281,70				45.281,70	0,30	100%	
05 Les producteurs améliorent			329.796,00	329.795,90				329.795,90	0,10	100%	
01 Actualisation de la		COGEST	65.849,00	65.848,52				65.848,52	0,48	100%	
02 Appui à la gestion et au		COGEST	91.961,00	91.961,10				91.961,10	-0,10	100%	
03 Accompagnement		COGEST	124.157,00	124.156,99				124.156,99	0,01	100%	
04 Appui à la Recherche-		COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	?	
05 Appui à la prise en compte		COGEST	3.352,00	3.351,59				3.351,59	0,41	100%	
06 Assistance Technique		REGIE	41.644,00	41.644,29				41.644,29	-0,29	100%	
07 Expertises ponctuelles		REGIE	2.833,00	2.833,41				2.833,41	-0,41	100%	
		REGIE	5.143.010,00	5.149.188,84	-9.638,36	-133,62		-9.771,98	5.139.416,87	3.593,13	100,00
		COGEST	5.856.990,00	5.830.977,02	3.051,06	-272,54		2.778,51	5.833.755,53	23.234,47	100,00
		TOTAL	11.000.000,00	10.980.165,86	-6.587,30	-406,16		-6.993,46	?	26.827,60	100,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 27/07/2017

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **I01**
 Currency : **EUR**
 YtM :

Year to month : 30/06/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2017				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2016	Q1	Q2	Q3				
06 La compétitivité et l'accès			170.420,00	170.418,99				170.418,99	1,01	100%	
01 Appui à la mise en relation,		COGEST	99.805,00	99.804,94				99.804,94	0,06	100%	
02 Appui à la mise en place et		COGEST	12.811,00	12.810,60				12.810,60	0,40	100%	
03 Appui à l'approvisionnement		COGEST	8.289,00	8.288,96				8.288,96	0,04	100%	
04 Renforcement de la		COGEST	7.814,00	7.813,62				7.813,62	0,38	100%	
05 Assistance Technique		REGIE	39.885,00	39.884,91				39.884,91	0,09	100%	
06 Expertises ponctuelles		REGIE	1.816,00	1.815,96				1.815,96	0,04	100%	
Y RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX)			0,00	0,00				0,00	0,00	??%	
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00				0,00	0,00	??%	
01 Réserve budgétaire		COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	??%	
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00	0,00				0,00	0,00	??%	
Z MOYENS GÉNÉRAUX			3.211.922,00	3.224.524,13	-9.661,77	-180,06		-9.841,83	3.214.682,30	-2.760,30	100%
01 Frais de personnel UGF			2.264.310,00	2.311.302,70	-11.526,67			-11.526,67	2.299.776,03	-35.466,03	102%
01 ATI Coordinateur		REGIE	577.808,00	608.413,88				608.413,88	-30.605,88	105%	
02 ATI Mono Couffo		REGIE	439.469,00	439.469,14				439.469,14	-0,14	100%	
03 Directeur national	Deleted	REGIE	0,00	0,00				0,00	0,00	??%	
04 RAF international		REGIE	570.357,00	585.072,28	-11.538,56			-11.538,56	573.533,72	-3.176,72	101%
05 ATN suivi-évaluation		REGIE	76.983,00	76.983,37				76.983,37	-0,37	100%	
		REGIE	5.143.010,00	5.149.188,84	-9.638,36	-133,62		-9.771,98	5.139.416,87	3.593,13	100,00
		COGEST	5.856.990,00	5.830.977,02	3.051,06	-272,54		2.778,51	5.833.755,53	23.234,47	100,00
		TOTAL	11.000.000,00	10.980.165,86	-6.587,30	-406,16		-6.993,46	?	26.827,60	100,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 27/07/2017

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **I01**
 Currency : **EUR**
 YtM :

Year to month : 30/06/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2017				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2016	Q1	Q2	Q3				
06 Equipe administrative et		REGIE	444.441,00	446.111,77	11,89			11,89	446.123,66	-1.682,66	100%
07 Directeur national		COGEST	155.252,00	155.252,26					155.252,26	-0,26	100%
02 Investissements			309.494,00	320.384,03	2.022,07			2.022,07	322.406,10	-12.912,10	104%
01 Véhicules (6) et motos (4)		REGIE	151.222,00	151.221,70					151.221,70	0,30	100%
02 Equipement bureau		REGIE	28.493,00	28.492,98					28.492,98	0,02	100%
03 Equipement IT		REGIE	62.843,00	62.842,77					62.842,77	0,23	100%
04 Aménagement du bureau		REGIE	66.936,00	77.826,58	2.022,07			2.022,07	79.848,65	-12.912,65	119%
03 Frais de fonctionnement			461.659,00	460.894,68	-157,17	-180,06		-337,23	460.557,45	1.101,55	100%
01 Frais location bureaux		REGIE	43.588,00	43.588,23					43.588,23	-0,23	100%
02 Services et frais de		REGIE	72.178,00	72.181,46					72.181,46	-3,46	100%
03 Frais de fonctionnement		REGIE	164.858,00	164.858,00					164.858,00	0,00	100%
04 Télécommunications,		REGIE	42.922,00	42.921,85					42.921,85	0,15	100%
05 Fournitures de bureau		REGIE	53.254,00	53.253,99					53.253,99	0,01	100%
06 Missions		REGIE	102.114,00	102.113,90					102.113,90	0,10	100%
07 Frais de représentation et		REGIE	22.596,00	22.596,10					22.596,10	-0,10	100%
08 Formation		REGIE	11.756,00	11.756,43					11.756,43	-0,43	100%
09 Frais financiers		REGIE	-3.968,00	-4.826,26	-133,76	-133,62		-267,37	-5.093,63	1.125,63	128%
10 Frais financiers		COGEST	-47.639,00	-47.549,02	-23,41	-46,44		-69,86	-47.618,88	-20,12	100%
		REGIE	5.143.010,00	5.149.188,84	-9.638,36	-133,62		-9.771,98	5.139.416,87	3.593,13	100,00
		COGEST	5.856.990,00	5.830.977,02	3.051,06	-272,54		2.778,51	5.833.755,53	23.234,47	100,00
		TOTAL	11.000.000,00	10.980.165,86	-6.587,30	-406,16		-6.993,46	?	26.827,60	100,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 27/07/2017

page: 4

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **I01**

Year to month : 30/06/2017

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2017					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2016	Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Audit et suivi et évaluation			176.477,00	131.961,13					131.961,13	44.515,87	75%	
01 Suivi et évaluation		REGIE	137.240,00	92.724,32					92.724,32	44.515,68	68%	
02 Audits projets et Fonds de		REGIE	20.518,00	20.518,00					20.518,00	0,00	100%	
03 Backstopping		REGIE	18.719,00	18.718,81					18.718,81	0,19	100%	
99 Conversion rate adjustment			-18,00	-18,41					-18,41	0,41	102%	
98 Conversion rate adjustment		REGIE	-18,00	-18,41					-18,41	0,41	102%	
99 Conversion rate adjustment		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	?	

REGIE	5.143.010,00	5.149.188,84	-9.638,36	-133,62	-9.771,98	5.139.416,87	3.593,13	100,00
COGEST	5.856.990,00	5.830.977,02	3.051,06	-272,54	2.778,51	5.833.755,53	23.234,47	100,00
TOTAL	11.000.000,00	10.980.165,86	-6.587,30	-406,16	-6.993,46	?	26.827,60	100,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 27/07/2017

page: 5

7 Taux de décaissement de l'intervention

Taux de décaissement en Euro

Source de financement	Budget cumulé (Euro)	Dépenses réelles cumulées (Euro)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	11.000.000	10.980.165,86	99,8%	
Contribution du pays partenaire	152.449,02	2013 : 152.052,53 2014 : 125.700,08 2015 : 68.217,89 2016 : 0	226,9%	Plus de contribution financière de l'Etat que prévue dans le DTF
Autres sources	-	-	-	-
Total	11.152.449,01	11.326.136,36	101,6%	

Taux de décaissement en FCFA

Source de financement	Budget cumulé (FCFA)	Dépenses réelles cumulées (FCFA)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	7.215.527.000	7.202.516.657	99,8%	
Contribution du pays partenaire	100.000.000	2013 : 99.739.920 2014 : 82.453,850 2015 : 44.748.000 2016 : 0	226,9%	
Autres sources	7.315.527.000	7.429.458.427	101,6%	



8 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :		
• Sikirou OLOULOTAN (Responsable de projet)	H	01/09/2013-31/12/2015
• Aly BOUCO IMOROU (Responsable FAIA)	H	17/10/2011-31/08/2013
• Yacoubou Zakari ZAKARI ALLOU (Responsable UAC)	H	13/10/2014-31/12/2015
Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :		
2.1.Sylvain Kpessou AKODANDE,(Administrateur gestionnaire)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.2.Aurore KOUNOUHO,(Assistante Administrateur gestionnaire)	F	01/09/2013-31/12/2015
2.3.Etienne ZINHA,(ATN)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.4.Jovite Clément NASSARAH,(ATN)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.5.Sylvestre Cocou AKPASSONOU,(Chauffeur)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.6.Claude Edouard AMETOOYONA,(Chauffeur)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.7.Komlan SOBAKIN,(Chauffeur)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.8.Séverin FINFI EKI,(Agent d'entretien)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.9.Antoine SOSSOU, (Chauffeur)	H	01/09/2013-31/12/2015
2.10.Mariette Ajikè Bertille OGOU KOFFI,(Secrétaire)	F	13/10/2014-31/12/2015
2.11.Victor DAGNITO,(Conducteur de véhicule)	H	16/07/2012-31/12/2015
2.12.Affi Clarisse AGONTIGLO,(Mécanisme de Financement Agricole)	F	16/04/2012-31/12/2015
2.13.Cokou Lazare HOUNGUEVI,(ATN Finance Publique)	H	16/04/2012-31/12/2015
2.14.Hugues Hervé Patient HOUENHA,(Assistant Technique Maîtrise d'Ouvrage)	H	16/04/2012-31/12/2015
2.15.Judicaël AGONMA ZINSOU,(Conducteur de véhicule)	H	09/07/2012-31/12/2015
2.16.Chabi Kinissi NANSOUNON,(ATN Mécanisme de Financement Agricole)	H	16/07/2012-31/12/2015
2.17.TOLIDJI AGOSSOU,(Assistant Technique Maîtrise d'Ouvrage)	H	16/04/2012-31/12/2014
2.18.Démon YAROU,(Assistant Technique Finance Publique)	H	16/04/2012-31/12/2015
2.19.Oumorou Aminatou AGBALLA,(Assistante Administrative et Financière)	F	13/10/2014-31/12/2015
2.20.Basile KINNOU,(Chauffeur)	H	01/11/2011-31/12/2015
2.21.Jules BATOSSI,(Chauffeur)	H	02/01/2012-31/12/2015
2.22.Saliou Cyrille CHABI,(Administrateur Gestionnaire)	H	02/01/2012-31/05/2012
2.23.Joseph Mélékouvo TOSSAVI,(Appui à la CONAFIL)	H	01/06/2012-31/12/2015
2.24.Etienne AZOGO,(Chauffeur)	H	16/07/2012-31/12/2015
2.25.Raïssa KPEROU EPSE AWOHOUEDEJI,(Secrétaire de Direction)	F	01/06/2012-31/12/2015
2.26.Euloge DAGA,(Administrateur Gestionnaire)	H	01/06/2013-31/12/2015
2.27.Comlan Benoît-Landry BOYA,(Assistant Technique suivi évaluation)	H	01/06/2013-15/07/2014
2.28.Orédola Mouridjanatou ASSANI,(Assistante Administrative et Financière)	H	03/09/2012-31/12/2015
2.29.Gilles Maxime Thomas LANYAN,(Conducteur de véhicule)	H	09/07/2012-31/10/2015
Personnel de formation, recruté localement :		Néant
Personnel international (hors CTB) :		Néant
Experts internationaux (CTB) :		
5.1 VAN NIEUWENHUYSEN Géry (ATI, Co-Responsable)	H	01/07/2015- 31/12/2015
5.2 DIENG Amadou, (ATI Renforcement Capacités OPA)	H	19/03/2011 -31/12/2015
5.3 BAAS Wilma, (Co Responsable FAIA)	F	08/11/2010 -30/09/2014
5.4.Chafika BOUZAR (RAF Agriculture)	F	16/01/2015-31/03/2015
5.5.Dominique VERMEIRE (RAF Agriculture)	H	08/03/2010-31/05/2014
5.6.Christiane LOQUAI (ATI en appui CONAFIL)	F	01/07/2012-17/10/2014
5.7.Kurt PETIT (Co-responsable FAIA)	H	17/04/2012-25/04/2014
5.8.Ephraïm BALEMBA GUBANDJA(Mécanismes de financement agricole)	H	05/03/2012-04/09/2015
5.9.Peter VERBEECK(RAF Agriculture)	H	01/03/2015-31/12/2015

9 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat de marché
006/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 16/09/2013	Diagnostics économiques territoriaux et la formulation des stratégies de développement local en appui aux quatre (04) communes du département de la Donga	Etat de lieu des forces, faiblesses, opportunités et menaces des communes en matière agricole sur base d'une méthodologie visualisant les flux financiers correspondants	Services	28200000	42991	cogestion	A0101	Cabinet CEFAC	DAO N°0083/ MAEP/SGM/ PRMP/ FAIA/ CPMP/SA du 1er mars 2013	Marché clôturé
004/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 16/09/2013	Diagnostics économiques territoriaux et la formulation des stratégies de développement local en appui aux six (06) communes du département Couffo	Etat de lieu des forces, faiblesses, opportunités et menaces des communes en matière agricole sur base d'une méthodologie visualisant les flux financiers correspondants	Services	23995000	36580	cogestion	A0101	Cabinet GOLF EXPERTISE	DAO N°0083/ MAEP/SGM/PRMP /FAIA/ CPMP/SA du 1er mars 2013	Marché clôturé
005/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 16/09/2013	Diagnostics économiques territoriaux et la formulation des stratégies de développement local en appui aux neuf (09) communes du département de l'Atacora	Etat de lieu des forces, faiblesses, opportunités et menaces des communes en matière agricole sur base d'une méthodologie visualisant les flux financiers correspondants	Services	23771000	36239	cogestion	A0101	Cabinet CASE & Co	DAO N°0083 /MAEP/SGM/PRMP/ FAIA/CPMP/SA du 1er mars 2013	Marché clôturé
003/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 16/09/2013	Diagnostics économiques territoriaux et la formulation des stratégies de développement local en appui aux six (06) communes du département du Mono	Etat de lieu des forces, faiblesses, opportunités et menaces des communes en matière agricole sur base d'une méthodologie visualisant les flux financiers correspondants	Services	20940000	31923	cogestion	A0101	Cabinet CeSAD Afrique	DAO N°0083/ MAEP/SGM /PRMP/FAIA/ CPMP/SA du 1er mars 2013	Marché clôturé
350/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 09/09/2013	Diagnostics institutionnel et organisationnel en matière d'appui au développement agricole et économique local des six (06) communes du département du Mono	Etat de lieu des capacités institutionnelles et organisationnelles des communes à assumer leur rôle de pilotage en matière agricole	Services	13174875	20085	cogestion	A0103	Cabinet EAR-G EMERGENCY	DAO N°0118/ MAEP/SGM/PRMP/FAIA/ CCMP/SA du 25 février 2013	Marché clôturé
352/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 09/09/2013	Diagnostics institutionnel et organisationnel en matière d'appui au développement agricole et économique local des six (06) Communes du Département du Couffo	Etat de lieu des capacités institutionnelles et organisationnelles des communes à assumer leur rôle de pilotage en matière agricole	Services	10737900	16370	cogestion	A0103	Cabinet Multi Consultant (CMC)	DAO N°0118/ MAEP/SGM/PRMP/FAIA/ CCMP/SA du 25 février 2013	Marché clôturé
002/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 25/03/2014	Diagnostics institutionnel et organisationnel en matière d'appui au développement agricole et économique local des treize (13) Communes des	Etat de lieu des capacités institutionnelles et organisationnelles des communes à assumer leur rôle de pilotage en matière agricole	Services	27.540.000	41924	cogestion	A0103	CEFAC	DAO N°418/MAEP/SGM/PRMP/CCMP/ FAIA/SA du 09 septembre 2013	Marché clôturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat de marché
	Départements de l'Atacora et de la Donga									
353/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 09/09/2013	Réalisation d'un diagnostic de capacités institutionnelles et organisationnelles des CeRPA/CeCPA des deux (02) départements de l'Atacora et de la Donga par rapport à leur mission d'appui-conseil des communes.	Etat de lieu des capacités institutionnelles et organisationnelles des CeRPAs et CeCPAs à assumer leur rôle d'appui conseil aux communes en matière agricole	Services	10310000	15718	cogestion	A0104	Cabinet CEFAC	DAO N°0119/MAEP/SGM/PRMP/FAIA/CCMP/SA du 25 février 2013	Marché clôturé
351/MEF/MAEP/DNCMP/SP du 09/09/2013	Réalisation d'un diagnostic de capacités institutionnelles et organisationnelles des CeRPA/CeCPA des deux (02) départements du Mono et du Couffo par rapport à leur mission d'appui-conseil des communes.	Etat de lieu des capacités institutionnelles et organisationnelles des CeRPAs et CeCPAs à assumer leur rôle d'appui conseil aux communes en matière agricole	Services	9353200	14260	cogestion	A0104	Cabinet Multi Consultant (CMC)	DAO N°0119/MAEP/SGM/PRMP/FAIA/CCMP/SA du 25 février 2013	Marché clôturé
015/2013/FAIA/CO	Réalisation du diagnostic complémentaire et actualisé sur l'adéquation entre la demande et l'offre de financement au secteur agricole dans les départements de l'Atacora Donga et du Mono Couffo.	Complément des études existantes sur les possibilités de financement de l'entreprenariat privé dans le secteur agricole en comparaison avec la demande des entrepreneurs du secteur	Services	6.270.000	9560	cogestion	A0302	Groupement de consultants Bernard Akpla	Demande de cotation	Marché clôturé
016/2013/FAIA/CO	Réalisation du diagnostic complémentaire de la demande et l'offre de services non financiers au secteur agricole dans les départements de l'Atacora Donga et du Mono Couffo.	Complément des études existantes sur l'accompagnement de l'entreprenariat privé dans le secteur agricole en comparaison avec la demande des entrepreneurs du secteur	Services	5.575.000	8500	cogestion	A0302	Cabinet METAMORPHOSE	Demande de cotation	Marché clôturé
07 à 10/2013/FAIA/CO	Recrutement de prestataires de services non financiers pour l'accompagnement des porteurs de projets et des promoteurs de MIP dans l'Atacora-Donga et le Mono-Couffo	Assistance technique aux bénéficiaires du résultat 3 de la FAIA et des MIP de FAFA MC dans le Mono-Couffo	Services	36.000.000	54,882	cogestion	A0302	EXPERTISE PLURIELLE, MRJC ONG, GEL SUD, CIRAPIP	AMI 188/2013/MAEP/FAIA/UGF/ ATNSE/SA du 02 août 2013	Marché clôturé
11 à 14/2013/FAIA/CO	Recrutement de prestataires de services non financiers pour l'accompagnement des porteurs de projets et des promoteurs de MIP dans	Assistance technique aux bénéficiaires du résultat 3 de la FAIA et des MIP de FAFA MC dans l'Atacora-Donga	Services	35630000	54318	cogestion	A0302	ERAD ONG, CEPI DEVELOPPEMENT, GEL NORD,	AMI 188/2013/MAEP/FAIA/UGF/ATNSE/SA du 02 août 2013	Marché clôturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat de marché
	l'Atacora-Donga et le Mono-Couffo									
BEN 359	Recrutement de prestataires de services non financiers pour l'accompagnement des porteurs de projets agricoles dans les communes de Cobly, Matéri, Tanguiéta, Kouandé, Kérou et Péhunco	Assistance technique aux bénéficiaires du résultat 3 de la FAIA et des MIP de FAFA dans l'Atacora-Donga au titre de l'année 2014	Services	27.882.000	€ 42.506	régie	A0307	LOUVAIN DEVELOPPEMENT	PNAP avec CSC	Marché clôturé
BEN359	Recrutement de prestataires de services non financiers pour l'accompagnement des porteurs de projets agricoles dans les communes de Natitingou, Boukoubé, Toucountouna, Djougou, Copargo, Bassila et Ouaké.	Assistance technique aux bénéficiaires du résultat 3 de la FAIA et des MIP de FAFA dans l'Atacora-Donga au titre de l'année 2014		27.882.000	€ 42.506	régie	A0307	ERAD ONG,	PNAP avec CSC	Marché clôturé
BEN359	Recrutement de prestataires de services non financiers pour l'accompagnement des porteurs de projets agricoles dans les communes d'Aplahoué, Djakotomey, Dgobo, Klouékanmè, Lalo et Toviklin.	Assistance technique aux bénéficiaires du résultat 3 de la FAIA et des MIP de FAFA dans le Mono-Couffo au titre de l'année 2014		27.882.000	€ 42.506	régie	A0307	LOUVAIN DEVELOPPEMENT	PNAP avec CSC	Marché clôturé
BEN 362	Recrutement de prestataires de services pour l'intermédiation sociale dans le cadre du suivi et la mise en valeur des investissements communaux dans l'Atacora-Donga	Assistance financière et technique aux Communes pour la gestion des investissements communaux de l'Atacora-Donga	services	25.000.000	€ 38.109	régie	A0203	UNIDEV	PNAP avec CSC	Marché clôturé
BEN 362	Recrutement de prestataires de services pour l'intermédiation sociale dans le cadre du suivi et la mise en valeur des investissements communaux dans le Mono-Couffo	Assistance financière et technique aux Communes pour la gestion des investissements communaux du Mono-couffo	services	25.000.000	€ 38.109	régie	A0203	UNIDEV	PNAP avec CSC	Marché clôturé
BEN 379	Audit technique et financier d'investissements communaux réalisés dans 24 communes des Départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga	Etat de lieu des forces, faiblesses, opportunités et menaces des communes en matière agricole sur base d'une méthodologie visualisant les flux financiers correspondants	services	17 939 460	27 348,53	cogestion	A0206	SYECA	CSC	Marché clôturé

10 Accords d'exécution

Situation investissements communaux 2013 Atacora Donga

N° Accord d'exécution	COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
FAIA-AE-13-016	Bassila	Projet 1	Construction de 11 ouvrages de franchissement sur la route communale primaire Salmanga-Welam	52.280.000	52.280.000	102.593	52 382 593
FAIA-AE-13-017	Boukombe	Projet 2	Aménagement de la piste Tadonta-Dinatiponi avec construction de deux dalots et d'un caniveau d'accès.	35.647.269	23.148.000	0	23 148 000
	Boukombe	Projet 3	Construction d'un magasin de stockage de produits vivriers + aire de séchage dans le village de Dipokor 1.		12.499.269	0	12 499 269
FAIA-AE-13-018	Cobly	Projet 4	Construction du marché de bétail de Tokibi	29.631.328	29.624.328	0	29 624 328
FAIA-AE-13-019	Copargo	Projet 5	Construction d'un magasin de stockage à Anandana	33.685.600	10.328.602	0	10 328 602
	Copargo	Projet 6	Construction de boutiques de produits fruitiers et maraîchers à Pabégou		23.356.998	0	23 356 998
FAIA-AE-13-020	Djougou	Projet 7	Construction de dix-sept (17) hangars de vente de produits agricoles dont six (06) au marché de Bougou, six (06) au marché de Partago et cinq (05) au marché de Paparapanga	69.050.589	66.550.589	1.286.495	67 837 084
	Djougou	Projet 8	Construction d'une aire de séchage pour la transformation des produits agricoles et dérivés à Djéou		2.500.000	0	2 500 000
FAIA-AE-13-021	Kerou	Projet 9	Construction d'un dalot 200 x 200 sur la piste KEROU-FETEKOU-ALIBORI	44.500.000	7.868.085	0	7 868 085
	Kerou	Projet 10	Construction d'un magasin de stockage des intrants agricoles à Kossou		13.290.450		13 290 450
	Kerou	Projet 11	Construction d'un magasin et de trois hangars au marché central pour les groupements maraîchers		22.950.710	25.000	22.975.710
FAIA-AE-13-022	Kouande	Projet 12	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles à Boro	57.018.693	19.149.930	0	19 149 930
	Kouande	Projet 13	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles à Tikougourou		19.190.000	16.682	19 206 682
	Kouande	Projet 14	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles Fo-Tancé		18.678.763	0	18 678 763
FAIA-AE-13-023	Materi	Projet 15	Construction de douze (12) hangars a six (06) places de vente de produits agricoles et dérivés au marché central de Matéri	53.682.600	29.873.600	0	29 873 600
	Materi	Projet 16	Construction de dix hangars à six places pour la vente de produits agricoles et dérivés dans le marché de Gouandé		23.809.000	0	23 809 000
FAIA-AE-13-024	Natitingou	Projet 17	Construction de trois magasins de stockage des produits vivriers aux marchés de Kotopounga, Perma et Takonta	40.873.218	40.873.218	0	40 873 218
FAIA-AE-13-025	Ouake	Projet 18	Construction de deux hangars de douze (12) places pour la vente des produits maraîchers au marché de Kassoua	23.918.596	14.372.396	0	14 372 396
	Ouake	Projet 19	Construction d'un module de deux boutiques pour la vente groupée du riz étuvé au marché de Kassoua		9.546.200	0	9 546 200
FAIA-AE-13-026	Pehunco	Projet 20	Construction d'un magasin de stockage pour intrant agricole à Sinaourarou	35.708.454	18.228.204	0	18 228 204
	Pehunco	Projet 21	Construction d'un magasin de stockage pour intrants agricoles à Tobré		17.480.250	0	17 480 250

N° Accord d'exécution	COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
FAIA-AE-13-028	Toucountouna	Projet 22	Construction d'un magasin de stockage des céréales racines et tubercules dans le marché central de Toucountouna	30.299.536	30.299.536	261.090	30 560 626
FAIA-AE-13-027	Toucountouna	Projet 23	Construction d'un magasin de stockage et bureau à N'DAHONTA	47.904.125	23.800.000	0	23.800.000
	Toucountouna	Projet 24	Construction d'un magasin de stockage et bureau à TORA		24.104.125	0	24.104.125

Situation investissements communaux 2013 Mono Couffo

Accord Exécution	Commune	N° projet	Intitulé projet	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
FAIA-AE-13-004	Athiémé	1	Aménagement hydro agricole pour la production maraîchère à Aguidahoué	33.665.000	30.765.388	1.621.362	32.386.750
FAIA-AE-13-005	Bopa	2	Construction de 12 hangars de vente des produits agricoles et dérivés à Lobogo	35.576.740	31.953.740	3.498.454	28.878.676
FAIA-AE-13-005	Bopa	3	Construction de boutiques de vente d'intrants agricoles à Lobogo.				6.573.518
FAIA-AE-13-006	Comè	4	Aménagement de site communautaire de 10 hectares pour la production des produits maraîchers Gadomè	33.525.000	28.628.355	30	13.848.500
FAIA-AE-13-006	Comè	5	Construction d'une boutique pour la promotion de la vente groupée du riz local dans la commune de Comè				14.779.885
FAIA-AE-13-007	Grand popo	6	Construction de cinq (05) hangars pour la vente groupée des produits maraîchers dans le marché central d'Onkouihoué dans l'arrondissement de Grand-Popo	24.861.550	24.735.830	0	24.735.830
FAIA-AE-13-008	Houéyogbé	7	Aménagement hydro agricole à HAINDE pour la production du riz et des cultures maraîchères	39.130.100	11.608.590	0	3.138.583
FAIA-AE-13-008	Houéyogbé	8	Aménagement hydro agricole à AGONGOH pour la production du riz et des cultures maraîchères				3.232.007
FAIA-AE-13-008	Houéyogbé	9	Aménagement hydro agricole à SINHOLOUN pour la production du riz et des cultures maraîchères				5.310.000
FAIA-AE-13-009	Lokossa	10	Construction de 7 hangars dans le marché central Nesto d'ALMEIDA de Lokossa	29.800.518	29.800.518	127.019	29.927.537
FAIA-AE-13-009	Lokossa	11	Construction de 04 hangars de vente de produits maraîchers et rizicoles avec muret au marché de légumes d'Agnivèdji				0
FAIA-AE-13-009	Aplahoué	12	Construction d'un magasin de vente groupée de produits agricoles et dérivés dans le marché de Kissamey	51.757.669	44.457.493	4.418.884	48.876.377
FAIA-AE-13-010	Aplahoué	13	Construction de six (06) hangars de vente groupée de produits agricoles et dérivés dont trois dans le marché de Kissamey et trois dans le marché de Godohou				0
FAIA-AE-13-011	Djakotomey	14	Réalisation de deux (02) blocs de 5 boutiques de vente de produits agricoles dans le marché de Kodebahoumè	45.593.684	39.120.023	5.741.784	36.171.807
FAIA-AE-13-011	Djakotomey	15	Construction d'un ouvrage de franchissement à Djifritou				8.690.000

Accord Exécution	Commune	N° projet	Intitulé projet	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
FAIA-AE-13-012	Dogbo	16	Aménagement hydro agricole de 50 hectares pour la production de cultures maraîchères de contre saison à Dogbo dans les villages de Dékandji et de Kégbéhoué	39.900.000	36.128.496	36.800.044	72.928.540
FAIA-AE-13-013	Klouékanmè	17	Construction d'un magasin de stockage de produits agricoles et dérivés dans le marché central de Klouékanmè à l'annexe 2	39.890.710	36.397.910	1.163.137	20.592.506
FAIA-AE-13-013	Klouékanmè	18	Construction de 4 hangars pour la commercialisation de produits agricoles et dérivés dans le marché central de Klouékanmè à l'annexe 2				16.968.541
FAIA-AE-13-014	Lalo	19	Construction d'ouvrage de franchissement dans la commune de Lalo	46.340.065	36.890.092	17.048.134	36.180.184
FAIA-AE-13-014	Lalo	20	Construction de boutique de vente d'intrants agricoles appropriés à Hlassamè dans la commune de Lalo				17.758.042
FAIA-AE-13-015	Toviklin	21	Construction d'un magasin de stockage de produits vivriers à Toviklin centre	33.420.431	30.420.431	862.907	17.933.338
FAIA-AE-13-015	Toviklin	22	Etude d'aménagement hydro agricole d'un site pour la valorisation de bas-fonds d'Edouhoué pour la production intensive de riz, maraîchage et pisciculture				13.350.000

Situation investissements communaux 2014 Atacora Donga

Accord d'exécution	Communes	N° projet	Intitule Projet	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement	
FAIA-AE-14-010	Bassila	P1	Projet d'aménagement d'un plateau de production agricole dans la zone de concentration économique de SALMANGA	61.289.886	21.913.480	0	21.913.480	
	Bassila	P2	Projet de construction d'une boutique/magasins d'intrants maraichers à Bassila centre				12.298.029	12.298.029
	Bassila	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage d'anacarde de cent tonnes à MANIGRI OKE				12.068.696	12.068.696
	Bassila	P4	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz de cent tonnes à BIGUINA				11.453.335	11.453.335
FAIA-AE-14-001	Boukombe	P1	Projet d'aménagement de la piste Kounakogou-Takounta-Koutagou avec construction de 16 dalots 100x100 de 3 radiers submersibles de 100 murets en maçonnerie moellons et de 13 mètres linéaires de caniveau d'accès de 80x70	55.613.263	55.399.780	0	55.399.780	
FAIA-AE-14-002	Cobly	P1	Projet de désenclavement des zones de production agricole de Datori et de Kountori, à travers la réalisation des ouvrages de franchissement sur la Piste	49.000.000	47.889.305	0	47.889.305	
FAIA-AE-14-011	Copargo	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage dans la commune de COPARGO dont un au marché de PABEGOU CENTRE	47.577.322	23.715.000	0	23.715.000	
	Copargo	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage dans la commune de COPARGO au marché de KPASSABEGA				23.362.322	23.362.322
FAIA-AE-14-012	Djougou	P1	Projet de construction d'une boutique de vente d'intrants spécifiques maraichage avec compartiment et bureau à Djougou centre	88.823.271	15.663.145	0	15.663.145	
	Djougou	P2	Projet de construction de magasin de stockage de cent tonnes de riz à BAKOU				29.371.132	29.371.132
	Djougou	P3	Projet de construction de magasin de stockage de cent tonnes d'anacarde à DARINGA				41.634.752	41.634.752

Accord d'exécution	Communes	N° projet	Intitule Projet	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
FAIA-AE-14-003	Kerou	P1	Aménagement de 1,5 ha de bas fond muni d'un système d'irrigation au profit des maraichers de FÊTÈKOU (Annulé)	69.217.000	0	0	0
	Kerou	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes d'anacarde à BRIGNAMARO		19.941.687	0	19.941.687
	Kerou	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes de riz à FIROU		19.449.648		19.449.648
FAIA-AE-14-004	Kouande	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage des produits et intrant maraichers plus latrine à KOUANDE CENTRE	65.611.826	29.393.340	0	29.393.340
	Kouande	P2	Construction d'un pont sur la piste TANDAFI-KPAKOUTANKONGA		29.306.719	0	29.306.719
FAIA-AE-14-005	Materi	P1	Projet d'aménagement progressif de la piste embranchement PINGOU-TITONSI via TAMPINTI-YEROU (17.72 KM) : construction de dix ouvrages de franchissement avec remblais d'accès	80.634.772	62.093.812		62.093.812
FAIA-AE-14-006	Natitingou	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à YARIKOU	47.671.778	13.038.171		13.038.171
	Natitingou	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de tomate à KOUABA centre		13.038.170		13.038.170
	Natitingou	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage d'anacarde à Kotopounga		21.595.000		21.595.000
FAIA-AE-14-013	Ouake	P1	Projet d'aménagement hydro agricole du périmètre maraicher de TCHALADE	49.800.000	0		0
	Ouake	P2	Projet de construction d'un module de deux boutiques de vente des produits phytosanitaire et des intrants à OUAKE CENTRE pour le maraichage		10.792.334		10.792.334
	Ouake	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes plus bureau et salle de réunion pour le stockage des noix d'anacarde à TCHALADE		10.531.774		10.531.774
FAIA-AE-14-007	Pehunco	P1	Projet de construction d'une boutique pour intrant au profit des producteurs de maraichers à Pehunco	54.055.110	4.785.838		4.785.838
	Pehunco	P2	Projet de construction de deux magasins de stockage de riz à BEKET et à SOAODOU		27.647.743		27.647.744
	Pehunco	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage pour anacarde à TONRI		13.788.000		13.788.000
	Pehunco	P4	Projet de construction d'un magasin de conservation d'oignon à OUAASSA - MARO		4.330.486		4.330.486
FAIA-AE-14-008	Tanguieta	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage d'intrants et de produits maraichers à TANGUIETA	53.790.000	18.570.756		18.570.756
	Tanguieta	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à TANONGOU		23.477.595		23.477.595
FAIA-AE-14-00X	Toucountouna	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à COCOTA dans l'arrondissement de TAMPEGRE et d'anacarde à BOUNYAGNINDE dans l'arrondissement de KOUARFA	51.900.000	24.796.340		24.796.340
	Toucountouna	P2	Construction d'un dalot à deux travées sur l'axe TAMPEGRE- YARIKA dans l'arrondissement de TAMPEGRE		18.542.220		18.542.220
FAIA-AE-14-009	Toucountouna	P3	Construction de trois aires de séchage à KOUARFA-TAMPEGRE et COCOTA de 20x10 mètre carré		2.400.000		2.400.000

Situation investissements communaux 2014 Mono Couffo

Commune	N°projet	Intitulé projet	Montant AE	Contribution FAIA	Contribution Commune	Total de l'investissement
Athiémé	1	Aménagement hydro agricole de treize (13) hectares à Houéglé sis dans l'arrondissement d'Atchannou et à Kpinnou sis dans l'arrondissement de Kpinnou.	48.000.000	47.000.000	8.894.759	55.894.759
Bopa	1	Ouverture d'une piste de déserte rurale TOWENOU-GNIDONOU (6 km).	48.000.000	47.960.500	0	47.960.500
Comè	1	Aménagement de site communautaire de 03 ha pour la production maraîchère de contre saison à Agountomè, commune de Comè et de 04 ha pour la production maraîchère de contre saison à Hongbadjacodji/Honvè, commune de Comè	47.992.500	47.864.940	0	30.965.400
Comè	2	Construction d'un hangar de 24 stands pour la promotion de vente groupée des produits maraîchers dans le marché central de Comè			0	16.899.540
Grand Popo	1	Construction de 09 hangars pour la vente groupée des produits maraîchers dans le marché d'Onkouhoué dans l'arrondissement de Grand-Popo	45.092.236	45.053.945	27.039	31.841.501
Grand Popo	2	Construction d'un magasin de stockage et d'approvisionnement d'intrants agricoles à Nicouécondji, arrondissement d'Agoué			11.252	13.250.735
Houéyogbé	1	Extension de l'aménagement hydro agricole de Houingah Houègbé pour la production de riz et des cultures maraîchères	48.000.000	45.656.644	5.950.264	44.792.900
Houéyogbé	2	Construction de boutique de vente d'intrants spécifiques pour la production du riz et des cultures maraîchères			1.043.831	7.857.839
Lokossa	1	Construction de 18 hangars dans le marché Nesto d'ALMEIDA de Lokossa	49.837.560	49.828.056	0	36.344.946
Lokossa	2	Construction de 04 hangars de vente de produits maraîchers et rizicoles avec muret au marché de légumes d'Agnivèdji				13.483.104
Aplahoué	1	Construction de retenue d'eau dans huit (08) villages de la commune d'Aplahoué	74.306.240	0	0	0
Djakotomey	1	Aménagement hydro agricole pour la production de riz et le maraîchage à Nakidahoué	56.407.600	55.169.250	0	55.169.250
Dogbo	1	Construction d'un bloc de cinq (05) boutiques Rez-De-Chaussée pour la commercialisation des semences, de petits matériels de maraîchage, et des équipements hydro agricoles (suite 2013)	56.882.249	24.792.461	0	13.604.222
Dogbo	2	Aménagement et de réhabilitation d'un tronçon de deux (02) km et réalisation d'un dalot (100x100x5,00) sur la piste carrefour Dogbo-Ahomey-Ayomi Centre au niveau de Vocanmè				11.188.239
Klouekanmè	1	Aménagement de la piste Madèmè-Gahayadji-Adjankpahoué de 10 km alloti en deux (02) lots	48.000.000	48.000.000	3.269.607	51.269.607
Toviklin	1	aménagement hydro agricole d'un site pour la valorisation de bas-fonds d'Edouhoué pour la production intensive de riz, maraîchage et pisciculture	55.381.767	55.381.767	855.337	56.237.104



11 Equipements

11.1 Equipements acquis sur régie

N° d'ordre	GT	Description	Coût (FCFA)	Coût (EURO)	Currency	Emplacement	Mode de Financement	Date
1	18	03 climatiseurs SHARP pour bureaux FAIA	1.554.001	2.369	EUR	Cotonou	REGIE	26-12-11
2	50	Véhicule LandCruiser Prado 70K007089/5L	18.385.064	28.028	EUR	Cotonou	REGIE	24-11-11
3	51	Véhicule LandCruiser Prado 60K007133/5L	18.385.064	28.028	EUR	Cotonou	REGIE	24-11-11
4	52	Véhicule LandCruiser JTEEB71J-407013563/1HZ-06811	18.966.242	28.914	EUR	Lokossa	REGIE	10-11-11
5	53	Véhicule LandCruiser JTEEB71J-007013527/1HZ-06808	18.966.242	28.914	EUR	Natitingou	REGIE	10-11-11
6	54	Véhicule LandCruiser Hardtop JTEEB71J-507013510/1	18.620.192	28.386	EUR	Cotonou	REGIE	10-11-11
7	55	Véhicule LandCruiser Hardtop JTEEB71J-407013496/1	18.620.192	28.386	EUR	Lokossa	REGIE	10-11-11
8	78	Ordinateurs portable Toshiba (13)	13.270.660	20.231	EUR	Cotonou: 7 Natitingou: 3 Lokossa: 3	REGIE	26-10-11
		Ordinateur de table HP (01)				Cotonou		
		Imprimante HP 2055 (03)				Cotonou		
		Vidéo projecteur ACER (03)				Cotonou Natitingou Lokossa		
		Scanner HP 5590 (03)				Cotonou		
9	80	Matériel informatique: 03 photocopieurs CANON IR 2530	11.549.238	17.607	EUR	Cotonou Natitingou Lokossa	REGIE	15-11-11

N° d'ordre	GT	Description	Coût (FCFA)	Coût (EURO)	Currency	Emplacement	Mode de Financement	Date
10	82	Bureaux avec retour et caissons (14)	8.567.999	13.062	EUR	Cotonou: 7 Natitingou: 4 Lokossa: 3	REGIE	06-12-11
		Armoires de rangement (14)				Cotonou: 6 Natitingou: 4 Lokossa: 4		
		Fauteuils de direction (14)				Cotonou: 9 Natitingou: 1 Lokossa: 4		
11	92	Bureau avec retour et caissons(14); solde	951.997	1.451	EUR	Cotonou: 7 Natitingou: 4 Lokossa: 3	REGIE	28-12-11
		Armoires de rangement (14); solde				Cotonou: 6 Natitingou: 4 Lokossa: 4		
		Fauteuils de direction (14): solde				Cotonou: 9 Natitingou: 1 Lokossa: 4		
12	173	Fontaine d'eau et cafetière	160.000	160.000	XOF	Cotonou	REGIE	15-03-12
13	176	03 Climatiseurs : fourniture et installation	1.417.725	1.417.725	XOF	Cotonou	REGIE	22-03-12
14	273	Perfore lieurs 2958 (03)	180.000	180.000	XOF	Cotonou	REGIE	03-04-12
15	283	Tableaux de conférence (03)	86.442	86.442	XOF	Cotonou	REGIE	25-04-12
16	2655	Onduleur 650 VA (2) /ATI/FL et ATN/SE/ CBP	96.000	96.000	XOF	Cotonou	REGIE	31-07-13
17	2666	Imprimante HP/Laser LJ PRO 400 M401 dn/ SOMOCO Sarl	350.000	350.000	XOF	Cotonou	REGIE	31-07-13
18	4033	Régulateur de tension FFN°65/2013	60.000	60.000	XOF	Natitingou	REGIE	10-09-13
19	4968	Onduleur 1250 VA - F2014-01	275.000	275.000	XOF	Lokossa	REGIE	23-01-14
20	5368	Coffre-fort bureau/Sté ORCA SARL	224.576	224.576	XOF	Cotonou	REGIE	26-02-14
21	7207	Ordinateurs portables - F2014-25	1.200.000	1.200.000	XOF	Lokossa	REGIE	23-06-14
22	7647	Ordinateur portable F2014-31	600.000	600.000	XOF	Lokossa	REGIE	21-07-14
23	12350	Ordinateur portable - F2015-11	620.000	620.000	XOF	Lokossa	REGIE	21-04-15
24	12711	Tables ronde	148.325	148.325	XOF	Cotonou	REGIE	20-05-15
25	13087	Fontaine d'eau/ stabilisateur /sté MAYFAIR	140.127	140.127	XOF	Cotonou	REGIE	08-06-15

N° d'ordre	GT	Description	Coût (FCFA)	Coût (EURO)	Currency	Emplacement	Mode de Financement	Date
26	13451	Vidéos projecteur & scanners - F2015-128	2.290.000	2.290.000	XOF	Lokossa	REGIE	29-06-15
27	14634	Lecteur de CD externe/ Les compatibles	70.000	70.000	XOF	Cotonou	REGIE	16-09-15
28	15183	Régulateur de marque Century/JCD SERVICES	75.900	75.900	XOF	Cotonou	REGIE	21-10-15
29	15213	Equipements/installation NAS/MA INFO	1.363.432	1.363.432	XOF	Cotonou	REGIE	26-10-15
30	17130	Divers matériel IT - PR2015-005652	28.541	44	EUR	Cotonou	REGIE	28-12-15
31	17131	Divers matériel IT - PR2015-005652	590.532	900	EUR	Cotonou	REGIE	28-12-15
32	17132	Ordinateur portable Latitude E7450 Bundle 2 - PR2015-005652	32.089	49	EUR	Cotonou	REGIE	28-12-15
33	17133	Ordinateur portable Latitude E7450 Bundle 2 - PR2015-005652	664.032	1.012	EUR	Cotonou	REGIE	28-12-15
34	17134	Ordinateur portable Latitude E5550 - PR2015-005652	19.915	30	EUR	Natitingou	REGIE	28-12-15
35	17135	Ordinateur portable Latitude E5550 - PR2015-005652	412.059	628	EUR	Natitingou	REGIE	28-12-15
36	17136	Divers matériel IT - PR2015-005519	407.644	621	EUR	Natitingou	REGIE	28-12-15
37	17137	Divers matériel IT - PR2015-005519	44.743	68	EUR	Natitingou	REGIE	28-12-15
38	17138	Ordinateur portable Latitude E5550 - PR2015-005519	389.251	593	EUR	Lokossa	REGIE	28-12-15
39	17139	Ordinateur portable Latitude E5550 - PR2015-005520	42.722	65	EUR	Lokossa	REGIE	28-12-15
40	17140	Divers matériel IT - PR2015-005652	18.813	29	EUR	Lokossa	REGIE	24-12-15
41	17141	Divers matériel IT - PR2015-005652	389.265	593	EUR	Lokossa	REGIE	24-12-15
42	17142	Divers matériel IT - PR2015-005519	116.708	178	EUR	Lokossa	REGIE	01-12-15
43	17143	Divers matériel IT - PR2015-005519	12.811	20	EUR	Lokossa	REGIE	01-12-15
44	17347	2 Armoires de rangement bureau	190.000	190.000	XOF	Cotonou	REGIE	10-02-16
45	17453	Imprimante couleur/ HP CP 5225 DN /Régulateur et encres	2.527.000	2.527.000	XOF	Natitingou	REGIE	27-04-16
46	17734	Groupe électrogène - Contrat BEN 434-	13.880.050	13.880.050	XOF	Cotonou	REGIE	16-12-16

11.2 Equipements acquis sur cogestion

N° d'ordre	GT	Description	Coût (FCFA)	Coût (EURO)	Currency	Emplacement	Mode de Financement	Date
1	12388	Power Bank Android & accumulateurs de charges - F2015-307	3.520.000	3.520.000	XOF	Lokossa	COGEST	03-04-15
2	12774	Power Bank Android & accumulateurs de charge - F2015-324	320.000	320.000	XOF	Lokossa	COGEST	04-05-15



12 Cadre logique original tiré du DTF

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	<u>Objectif global</u> Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs	D'ici à 2015, au moins 30% des ménages agricoles de la zone d'intervention du Programme ont accru leur revenu agricole de 10% D'ici à 2015 le taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels des populations de la zone d'intervention du Programme augmente de 15%	Cellule de suivi-évaluation du MAEP	Amélioration du climat des affaires en milieu rural
OS	<u>Objectif spécifique</u> Les conditions d'investissement pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga.	D'ici à 2015 les investissements privés dans le secteur agricole équivalent à 25% des investissements publics réalisés par l'Etat et les communes D'ici à 2015, au moins 10% des recettes fiscales des communes touchées proviennent du secteur agricole ; D'ici à 2015, la part d'investissements privés consacrés au secteur agricole dans le volume global d'investissements communaux s'accroît d'au moins 10% Evolution du taux de satisfaction des acteurs de filières agricoles par rapport à la qualité des infrastructures et équipements agricoles.	Cellule de suivi-évaluation du MAEP Comptes administratifs des communes Enquêtes spécifiques	Approbation officielle des documents relatifs au PSRSA validés par l'ensemble des représentants des acteurs du secteur agricole ;
R1	Résultat 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris	Qualité du dialogue local de la commune avec les acteurs de filières agricoles par rapport aux choix prioritaires d'investissements et la définition des stratégies économiques adaptées ; Evolution de la part des investissements agricoles dans le volume d'investissements des communes	Rapports d'activités pool AT ; Rapports d'audits Enquêtes spécifiques	
R 2	Résultat 2: Les communes réalisent des	Nombre de projets d'investissements communaux effectivement mis en	Suivi par commune. Analyse des recettes fiscales et des	Opérationnalité du FADeC affecté dans le secteur de l'agriculture

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières.	place Qualité de gestion des infrastructures et équipements communaux gérés en régie ou confiés à des usagers agricoles ou à des opérateurs privés de proximité Contribution effective des projets au développement des filières et au développement économique local. Accroissement de l'implication des femmes et des jeunes dans la définition des priorités d'investissement	budgets prévus pour l'entretien Bilan et comptes d'exploitations des différents déléguant de la gestion d'investissements communaux dans le secteur agricole Enquêtes spécifiques	
R 3	Résultat 3: Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	Nombre de projets économiquement viables mis en œuvre par filières agricoles, avec analyse par segment de filières/ Evolution du volume d'échanges de produits bruts et transformés, par département et par communes. Nombre de femmes ayant effectivement pu développer une activité génératrice de revenus.	Rapports de suivi du projet Livres de la CCIB Données des CEROPA/CECPA Rapports de suivi du projet	Respect des rôles et responsabilité des différentes familles d'acteurs des filières conformément au cadre institutionnel du PSRSA. Transparence et équité de genre dans l'établissement des accords de partenariat entre la commune et les opérateurs privés
R 4	Résultat 4 : Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles	Le cadre institutionnel du FoTraDA est mis en place et fonctionnel. Nombre de PTF ayant harmonisé leurs approches pour favoriser les investissements privés dans les filières. Un avant-projet de création du FNDA est disponible. Le cadre institutionnel du « FadeC-Agriculture » est mis en place et fonctionnel. Le manuel de procédures du FaDeC est complété ou adapté en regard des spécificités du secteur agricole Les capacités de la CONAFIL pour la mise en œuvre du FADeC-Agriculture ont été renforcées.;	Rapport de suivi interne du comité de mise en œuvre du FoTraDA ; Enquêtes spécifiques	Appropriation du PSRSA par le MAEP comme unique cadre de références des stratégies sous sectorielles en général et de promotion des filières agricoles en particuliers ; Concrétisation effective par les PTF du secteur des principes d'alignement et d'harmonisation quant à l'utilisation de l'outil FoTRADA /FNDA. Maintien de la qualité du dialogue politique sectoriel conformément à l'esprit et la lettre du pacte PNIA – Bénin

13 Cadre logique adapté

LOGIQUE D'INTERVENTION (Objectifs, Résultats, Actions)	INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE
Objectifs spécifiques (OS)	
Les conditions d'investissement pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga	Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) ou indirectement (services financiers / services non financiers) impliqués dans les filières riz, maraichage et anacarde augmentent La valeur ajoutée des filières riz, maraichage et anacarde dans les régions d'intervention augmente
Résultats	
R1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris	La proportion des acteurs directs des filières agricoles satisfaits des services rendus par les Communes augmente de 5% en fin 2015 » La proportion des acteurs directs des filières agricoles satisfaits des services rendus par le CARDER augmente de 5% par an La proportion des Communes satisfaites par les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an.
<ul style="list-style-type: none"> R1.1 Les communes d'intervention s'approprient et utilisent les outils adoptés au travers des différentes études réalisées 	25 rapports finaux de DET disponibles au niveau des communes à l'échéance de décembre 2014 25 PIA (Plan d'Investissement Agricole) pluriannuels sont définis dans les communes bénéficiaires en adéquation avec les potentialités 25 rapports finaux de DIO disponibles au niveau des communes à l'échéance de décembre 2014 Une stratégie opérationnelle d'accompagnement des communes en lien avec les résultats des DIO et les priorités du Programme Agriculture est disponible à fin 2015 (avec programme bourses) Le budget alloué à l'agriculture dans les PDC augmente de 15%
<ul style="list-style-type: none"> R1.2 La stratégie de renforcement des capacités des CARDER dans leur rôle d'assistance-conseil aux communes 	02 rapports finaux de DIO CARDER disponibles au niveau de l'UFAl et des CARDER à l'échéance de décembre 2014 02 CARDER insèrent quelques éléments clés dans leurs PTBA 2015 /2016
R2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières	80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015 Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an
	Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5% Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%

LOGIQUE D'INTERVENTION (Objectifs, Résultats, Actions)	INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE
	Le nombre d'utilisateurs annuels des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année
<ul style="list-style-type: none"> R2.1 : Les communes ont réalisé des investissements fonctionnels 	100% des IC financés sur la dotation 2013 sont achevés à fin juin 2015 25 Contrats IC signés dans les délais fin novembre 2014 Sept (07) AHA financés sur la dotation 2013 dans le Mono-Couffo sont achevés Une étude préalable de faisabilité est systématiquement réalisée pour les idées de projets d'investissements communaux de la dotation 2014-2015 portant sur les AHA 100% des comités de gestion des AHA de la dotation 2014-2015 sont mis en place
<ul style="list-style-type: none"> R2.2 : Les communes ont amélioré leur capacité de maîtrise d'ouvrage dans le secteur agricole 	70% des IC ont des contrats de délégation de gestion signés (PPP) par les communes Un audit financier annuel est réalisé sur les IC financés ; Une feuille de route type incluant les itinéraires techniques pour la réalisation des AHA est disponible d'ici juin 2015 ; Des itinéraires techniques sont élaborés pour la réalisation d'au moins quatre (04) types d'ouvrages prioritaires (magasins, infrastructures de commercialisation, ouvrage de franchissement, hangars de marchés) Un document de capitalisation avec KIT sur la pertinence des investissements dans le développement des filières & la démarche d'accompagnement est disponible en fin 2014 Un document de stratégie opérationnelle de mise en œuvre des investissements communaux est disponible à fin 2014
R3 : Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	80% des MIP et PEA financés procurent des bénéfices supplémentaires aux promoteurs ; Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé dans le cadre du Programme Agriculture augmentent à 10% chaque année Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015
<ul style="list-style-type: none"> R3.1 : Les opérateurs privés ont exécuté des MIP et PEA 	D'ici fin 2015 il y a au moins 100 Mip financés, ciblés vers les maillons prioritaires des filières ; D'ici fin 2015 au moins 8 PEA financés et fonctionnelles et disposent d'un plan d'affaire 90% des projets financés (MIP et PEA) sont réalisés et mis en exploitation
<ul style="list-style-type: none"> R3.2 : L'offre de services non financiers aux différents acteurs dans les filières est améliorée 	Les études (2) sur l'offre et demande des services non financiers et financiers par région est disponible ; données partagées avec les PSNF PSNF recrutés et fonctionnelles
<ul style="list-style-type: none"> R3.3 : Développement des stratégies et outils opérationnels en lien avec les MIP et PEA 	Un document de stratégie opérationnelle de mise en œuvre des investissements privés agricoles est disponible à fin 2014 Quatre (04) documents de capitalisation en lien avec la réalisation des IP sont disponibles et diffusés Les manuels de financement (FODEFI, FADEA) actualisés des sont disponibles et validés par les acteurs Les packages /typologies de MIP ciblés sont élaborés

LOGIQUE D'INTERVENTION (Objectifs, Résultats, Actions)	INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE
R4 : Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles	D'ici fin 2015, les deux mécanismes de financement des Investissements privé (FoDeFI /FADEA) dans les deux régions fonctionnent à l'image du FNDA en cours de construction D'ici fin 2015 le FADEC agriculture est fonctionnel et finance les investissements communaux
<ul style="list-style-type: none"> R4.1 : Les capacités du MAEP et du MDGLAAT sont renforcées en vue de l'institutionnalisation du FNDA et FADEC Agriculture 	Le manuel de procédures du FNDA est finalisé et disponible pour les trois (03) guichets Un Accord d'Exécution a été signé avec l'ONS (Octobre 2014) et 90% des activités ont été exécutées et les dépenses auditées à l'échéance juin 2015 Le document de cadrage 2014/2015 du mécanisme transitoire est disponible et validé Une convention de financement CTB-MEF pour la tranche 2014-2015 est disponible et signée. La clé de répartition de la dotation 2014/2015 est disponible et a été validée 25 accords d'exécution pour la tranche 2014-2015 sont signés avec les communes Le document FADeC Agriculture a été élaboré et validé par le cadre de concertation. Le rapport et les recommandations des consultations sur les critères de péréquation et de performance du FADeC Agriculture sont disponibles Un Accord d'Exécution a été signé avec la CONAFIL (juillet 2014) et 90% des activités ont été exécutées et les dépenses auditées à l'échéance juillet 2015
R5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations	D'ici fin 2015, 80% des coopératives mises en place au niveau village ont une fonctionnalité conforme à l'AU de l'OHADA D'ici fin 2015, 35% des membres des coopératives sont satisfaits des services rendus par leur OPA La proportion des membres des coopératives satisfaites par rapport aux services rendus par leur Unions augmente de 5% par an La fonctionnalité des OPA augmente annuellement avec 10% Le taux de sociétariat (% des membres en règle vis-à-vis de leurs coopératives par rapport au nombre total de membres) augmente de 5% chaque année L'autofinancement des dépenses de souveraineté des OPA à travers leurs ressources propres augmente de 5% par an
<ul style="list-style-type: none"> R5.1 : Les OPA du MC sont accompagnées dans leur réorganisation et leur structuration en coopératives du niveau village au niveau communal 	2 Accords d'exécution signé avec les UR maraichage et UR Riz et le CARDER sur appui à la structuration en coopératives (MC)
<ul style="list-style-type: none"> R5.2 : Les OPA rendent des services à valeur ajoutée à leurs membres. 	Au moins un service économique appuyé par Union de niveau régional (MC) d'ici fin 2015
<ul style="list-style-type: none"> R5.3 : Les actions d'appui-accompagnement des coopératives dans l'AD se poursuivent et se renforcent 	D'ici fin 2015 réaliser une extension des services (vente groupé/ intrants, ..) dans au moins 7 communes de la région Implication des IMF dans le financement des dispositifs de vente groupée riz et anacarde
R6 : Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation	D'ici 2015, le volume de transaction (en chiffre d'affaire) à travers les accords noués entre les commerçants/transformateurs et producteurs augmentent de 10% chaque année Le nombre de contrats formels et informels entre les opérateurs privés et unions régionale et communales de producteurs augmente de 10% chaque année.

LOGIQUE D'INTERVENTION (Objectifs, Résultats, Actions)	INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE
<ul style="list-style-type: none"> R6.1 : Appui à la mise en relation, la commercialisation des produits et à la prospection des marchés 	Par filière au moins un voyage d'échanges réalisé ; une participation aux foires / une conférence internationales/ par an.
<ul style="list-style-type: none"> R6.2 : Appui à la mise en place et le fonctionnement des Tables filières maraîchage et Riz 	D'ici fin 2015 : <ul style="list-style-type: none"> 1 table filière riz fonctionnel (tenue régulière des rencontres) dans chaque région 1 table filière anacarde fonctionnel (tenue régulière des rencontres) dans l'AD 1 table filière maraichage fonctionnel (tenue régulière des rencontres) dans le MC
<ul style="list-style-type: none"> R6.3 : Appui à l'approvisionnement en intrants et à la transformation 	D'ici 2015 un dispositif d'approvisionnement en intrants pour les filières riz et maraichage est fonctionnel dans chaque région
<ul style="list-style-type: none"> R6.4 : Renforcement de la maîtrise des normes de qualité de produits selon l'exigence de la demande du marché 	Le nombre de promoteurs (mip/pea) avec un produit certifié (DANA, BIO...) augmente de chaque année avec 2 promoteurs Le nombre d'échantillons envoyés à LCSSA et/ou laboratoire régional pour analyse augmente de 5 analyses par an. (résidus phyto, matière grasse des noix, taux de germination,...)



14 Matrice de monitoring complète

14.1 Matrice du plan de suivi-évaluation

14.1.1 Outcome

Atacora Donga

Outcome : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible année 2015	Cible finale 2015
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) ou indirectement (services financiers / services non financiers) impliqués dans les filières riz, maraichage et anacarde augmentent	Anacarde= 2451	Anacarde= 2451	Anacarde= 2512	2574	2.574
	Riz= 3219	Riz= 3219	Riz= 4366	3380	3.380
	Maraichage= 1920	Maraichage= 1920	Maraichage= 2015	2016	2.016
La valeur ajoutée des filières riz, maraichage et anacarde dans les régions d'intervention augmente (FCFA)	Anacarde= 2.817.000.000	Anacarde= 2.817.000.000	Anacarde= 2.817.000.000	2.957.850.000	3.098.700.000
	Riz= 4.335.285.075	Riz= 4.335.285.075	Riz= 4.335.285.075	4.552.049.329	4.768.813.583
	Maraichage= 11.281.977.282	Maraichage= 11.281.977.282	Maraichage= 11.281.977.282	11.846.076.146	12.410.175.010
	Chou= 100.759.300	Chou= 100.759.300	Chou= 100.759.300	105.797.265	110.835.230
	Oignon= 16.351.254	Oignon= 16.351.254	Oignon= 16.351.254	17.168.817	17.986.379
	Piment= 6.862.374.785	Piment= 6.862.374.785	Piment= 6.862.374.785	7.205.493.524	7.548.612.264
	Pomme terre= 25.085.954	Pomme terre= 25.085.954	Pomme terre= 25.085.954	26.340.251	27.594.549
	Tomate= 4.277.405.989	Tomate= 4.277.405.989	Tomate= 4.277.405.989	4.491.276.288	4.705.146.588

Mono Couffo

Outcome : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono/Couffo et Atacora Donga

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Progrès année 2014	Progrès année 2015	Cible finale
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) impliqués dans les filières riz, maraichage et anacarde augmente	Riz= 3222	Riz= 3222	Riz= 3222	Riz= 1533	Riz= 3544
	Maraichage= 5406	Maraichage= 5406	Maraichage= 5406	Maraichage= 10744	Maraichage= 5947
La valeur ajoutée des filières riz, maraichage (CVA Tomate fraîche ; oignon frais ; Piment séché) dans la région d'intervention augmente (FCFA)	Riz	Riz= 662.477.868 FCFA	Riz= 662.477.868	Riz= 268.042.393	Riz= 695.601.761 FCFA
	Maraichage (3 CVA)	Maraichage 19.800.000 FCFA	Maraichage 19.800.000 FCFA	Maraichage 60.285.000 FCFA	Maraichage 20.790.000 FCFA



14.2 Opérationnalisation annuelle des cibles d'indicateurs

14.2.1 Output 1:

Atacora Donga

Ouput N°1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible année 2015	Cible finale 2016	Commentaire
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	0%	0%	ND	5%	5%	L'enquête de satisfaction des acteurs directs des filières agricoles sur les services rendus par les communes réalisées en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Il est programmé en 2016. A ce titre, il faut remarquer que les acteurs des filières notamment les producteurs et leurs organisations faisaient difficilement le lien entre les communes et le développement des filières.
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	6%	6%	ND	11%	6%	L'enquête de satisfaction des acteurs directs des filières agricoles sur les services rendus par le CARDER/AD réalisée en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Un processus pour la réalisation d'une enquête de satisfaction des services fournis par le CARDER est actuellement en cours sous le pilotage de l'UFAI.
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	31%	31%	ND	36%	31%	L'enquête de satisfaction des communes sur les services rendus par le CARDER AD réalisée en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Un processus pour la réalisation d'une enquête de satisfaction des services fournis par le CARDER est actuellement en cours sous le pilotage de l'UFAI.

Mono Couffo

Ouput N°1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible finale 2016	Commentaire
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	17,6%		17,6%	37%	23%	Le taux de satisfaction des producteurs est passé de 23% en 2014 à 37% en 2015, soit une augmentation de 20% par rapport à l'an dernier. Cette amélioration pourrait s'expliquer par la prise en compte par les communes des recommandations faites en leur endroit lors des différentes rencontres avec les acteurs du secteur agricole (CTOS, CCAA, appui conseil du SIS).
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an						L'enquête n'a pas été réalisée ; il est en préparation avec UFAI à travers une convention de subsides signés avec l'INRAB.
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an						



14.2.2 Output 2:

Atacora Donga

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible année 2015	Cible finale 2016	Commentaires
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	50% (12/24)	61% (34/56)	80%	80%	Les IC 2014 ainsi que les 2 infrastructures de Tanguéta pour le compte des IC 2013 sont en cours de réalisation et 11 réceptions provisoires ont été prononcées. Concernant les IC 2013 96% ont été réceptionnés et sont effectivement utilisés ; le retard s'explique par les élections municipales, les changements des équipes ainsi que les lenteurs des procédures de marché publics.
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an	0	4	33	37	37	Il s'agit des emplois créés au niveau des magasins, boutiques et hangars. Quelques IC ne sont pas encore en exploitation.
Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5%	0	-	777 000 FCFA	854 700 FCFA	854 700 FCFA	La mise en exploitation des IC 2013 est récente. Aussi la signature des contrats d'exploitation est récente pour la majorité des cas.
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	-	-	9 100 000 FCFA	9 100 000 FCFA	Fin 2015, 19 contrats de gestion ont été signés sur 56 prévus soit un taux de 34% entre les communes et les exploitants avec l'appui du prestataire SIS. Les données sur les recettes générées par ces contrats ne sont pas encore disponibles.
Le nombre d'usagers annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	-	352	355 (+1%)	387 (+10%)	387 (+10%)	Les progrès assez faible (1%) s'expliquent par le fait que la majeure partie des IC 2014 ne sont pas encore exploités. Les travaux sont encore en cours. Avec l'appui du prestataire SIS, les modes et conditions d'exploitation préalables à la mise en exploitation sont en cours d'élaboration.

Mono Couffo

Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Progrès année 2014	Progrès année 2015	Cible finale 2016	Commentaires
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	0	64% (14/22)	70%	80%	A fin 2015, au total 19 projets sur 42 (45%) projets sont achevés pour un total de 108 ouvrages (unités d'exploitation) dont 76 sont exploités ; soit un taux de 70%.
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an	0	0	0	(55 nouveaux emplois)	100	En 2015, deux AHA de 06 ha chacun sont achevés et mis en service. Ils ont permis de créer au total 55 nouveaux emplois qui sont de nouveaux maraîchers installés sur les sites.
Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5% (FCFA)	0	NA	NA	4.751.000	6.000.000	Le montant global des recettes mentionné provient des déclarations de 04 communes sur 12 ayant mis en exploitation certains des ouvrages en 2015. Il s'agit de Lokossa : hangar : 3.863.000 FCFA Klouekanmé : hangar 216.000 FCFA Athiéme : Boutiques du marché de Zounhouè : 600.000 FCFA Bopa : hangar : 72.000 FCFA
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	0	0	0	75.000.000	Sont ciblés en priorité les exploitants agricoles installés sur les AHA. Mais ces derniers viennent seulement d'être installés et le temps écoulé ne permet pas encore d'apprécier les revenus générés dans le cadre de l'exploitation de ces ouvrages.
Le nombre d'utilisateurs annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	0	NA	386	624	425	238 usagers exploitent les nouveaux ouvrages réalisés ce qui porte le nombre total à 624 et équivaut à une augmentation de 32% par rapport à 2014

14.2.3 Output 3:

Atacora Donga

Output 3: Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible finale	commentaires
80% des MIP et PEA financés procurent des bénéficiaires supplémentaires aux promoteurs	61%	86%	88%	80%	80%	<p>150 comptes d'exploitation de référence ont été élaborés et arrêtés au 31 décembre 2014. Les comptes d'exploitation de 83 promoteurs ayant bouclé un cycle de production ont été repris en 2015. Cette reprise des CE révèle que 62 promoteurs soit 75% ont augmenté leur bénéficiaire. Le dispositif de sélection et de suivi des MIP a fonctionné en 2015 de manière beaucoup plus performante ce qui s'est traduit par une diminution du nombre de MIP à problème.</p> <p>Sur les 5 promoteurs PEA, 2 sont en cours d'installation. Les 3 dont les installations sont terminées ont commencé par produire à la fin de l'année. Leurs comptes d'exploitation seront réalisés en Q1 2016.</p>
Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé augmentent à 20% chaque année	86 780 098 FCFA	81 923 827 (-6%)	149 956 009 (73%)	112 245 596 (29%)	179 947 211 FCFA	L'augmentation de 29% est essentiellement due au financement des PEA dont le paiement des tranches est intervenu courant 2015 pour les 5 promoteurs. Quant aux MiP, il faut noter que 17 contrats ont été signés en 2015 et les paiements effectués se chiffrent à 49 705 172 FCFA soit 44% de l'ensemble des ressources accordées (MiP et PEA).
Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015	NA	NA	NA		80%	L'évaluation de la satisfaction des promoteurs par rapport aux services des PSNF sera réalisée en Q2 2016.

Mono Couffo

Output 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Progrès année 2014	Progrès année 2015	Cible finale 2015	Commentaires
80% des MIP et PEA financés procurent des bénéficiaires supplémentaires aux promoteurs	ND	ND	ND	53%	80%	Pour 53% des MIP financés, le bénéficiaire a augmenté au cours de la campagne.
Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé dans le cadre du Programme Agriculture augmentent de 20% chaque année	ND	126 528 201 FCFA	300 543 098 FCFA (138% par rapport à 2013)	329 903 023 (9% par rapport à 2014)	304 822 562 FCFA	L'accroissement observé est inhérent au financement des PEA.
Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015		60%	ND	83%	80%	Il s'agit des résultats de l'enquête de satisfaction des PSNF.



14.2.4 Output 5:

Mono Couffo

Output 5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations.						
	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible finale 2015	Commentaires
La satisfaction des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leur Unions augmente de 5% par an	CRM MC 21%	21%	66%	55%	71%	La situation de référence tout comme la valeur actuelle de cet indicateur est obtenue suite à une enquête de satisfaction (à partir d'un outil commun aux 2 UFR). Le taux de satisfaction moyen pour les 03 faitières était de 52% en 2014. En 2015 il est de 55% en moyen pour les trois unions soit une augmentation moyenne de 3% contre une valeur cible de 5% attendue.
	CRR MC 13%	13%	33%		38%	
	URP MC 47%	ND	42%		47%	
Le taux de sociétariat (% des membres en règle vis-à-vis de leurs coopératives par rapport au nombre total de membres) augmente de 5% chaque année	CRM MC 0%	NA	0%	17%	5%	Le nombre des membres qui sont en règle vis-à-vis de leur coopérative n'est pas connu dans le MC. Ici il s'agit des unions communales en règle vis-à-vis de leur union régionale. Le CRM MC a mobilisé la cotisation annuelle auprès de deux des 12 unions communales maraîchères membres. Aucune mobilisation de ressources financières n'a été faite au titre des cotisations annuelles des membres du CRR MC. Au niveau de l'URP MC, 20 membres ont payé leur cotisation annuelle.
	CRR MC 0%	NA	0%	0	5%	
	URP MC 91%	NA	91% (20/22)	91%	100%	
L'autofinancement des dépenses de souveraineté des OPA à travers leurs ressources propres augmente de 5% / an	CRM MC 2%	2%	1%	12%	6%	La mobilisation des ressources propres par le CRM MC est faite à partir des services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de conseil technique, facilitation à l'accès aux intrants, facilitation à l'accès au marché, organisation de la vente groupée Pour le CRR, ces ressources sont mobilisées à partir des services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de Conseil technique, décorticage du paddy, facilitation à l'accès aux intrants, facilitation à l'accès au marché, facilitation à l'accès au labour mécanisé. Au niveau de l'URP MC les ressources mobilisées proviennent essentiellement des cotisations des
	CRR MC 1%	1%	1%	12%	6%	

Output 5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations.						
	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible finale 2015	Commentaires
	URP MC	3%	3%	12%	8%	membres, du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) puis du conseil de gestion aux organisations.
La fonctionnalité des OPA augmente annuellement avec 10%	CRM MC	68%	78%	86%	86%	Le CRM MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. L'atteinte de la valeur cible finale a surtout été favorisée par l'amélioration du score sur les axes ; « structuration et représentativité », « fourniture de services aux membres » et « Genre ». Le CRR MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. Toutefois La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « genre » et « Planification, exécution, suivi et évaluation » L'URP MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « fourniture de services aux membres » et « Ressources matérielles et financières. Globalement au niveau de l'URP MC, il y a une faiblesse dans la fourniture des services aux producteurs et par conséquent une faible mobilisation des ressources financières pour le financement des activités et des matérielles.
	CRR MC	65%	76%	87%	86%	
	URP	73%	73%	91%	80%	

14.2.5 Output 6:

Mono Couffo

Output 6 : Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation entre eux						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible finale 2015	Commentaire
D'ici 2015, le volume de transaction à travers les accords noués entre les commerçants / transformateurs et producteurs augmentent de 10% chaque année	NA	Riz = 267 T Maraichage = 318T	Riz = 314 T (18%) Maraichage = 388 T (22%)	Riz = 355 T (+13%) Maraichage = 428 T (10%)	Riz = 345 T Maraichage = 427 T	Ces différents progrès ont été réalisés grâce à la création de nouveaux liens d'affaires et à la consolidation de liens existants.
Le nombre de contrats formels signés entre les opérateurs privés et unions régionale et communales de producteurs augmente de 10% chaque année	188	188	197 (4%)	203 (14%)	206	La valeur de la ligne de base retenue (188) est celle finale de la Convention Spécifique FAFA MC. En 2014, neuf (09) nouveaux accords formels (4%) dont 03 pour le maraîchage et 06 pour le riz. Trente-six (36) nouveaux accords verbaux ont été noués entre les promoteurs privés pour la commercialisation des produits. On constate encore la prédominance des accords verbaux. En 2015, six (06) nouveaux accords écrits et vingt-sept (27) nouveaux accords verbaux ont été enregistrés entre les promoteurs, transformateurs et les commerçants pour la transaction des produits, soit une progression de 14% par rapport à l'année précédente.

15 *Outils et produits*

Rapports de capitalisation

Capitalisation des différentes expériences avec l'appui de l'Institut KIT. Les notes de capitalisation ont été élaborées sur :

- Note de capitalisation des expériences de financement des investissements communaux (en cours)
- Note de capitalisation des expériences de financement des microprojets (en cours)

